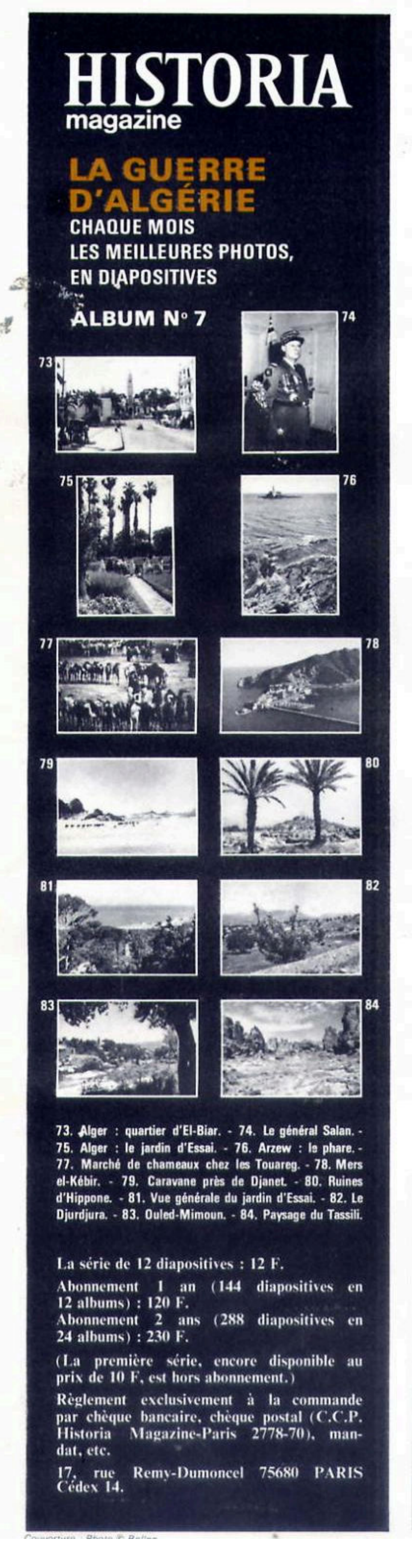
HISTORIA
magazine
79
Hebdomadaire paraissant le lundi - n° 305 - France 3 F
Belgique 30 FB/Suisse 3 FS - UNE PUBLICATION TALLANDIER

LA GUERRE D'ALGÉRIE



A LA FRONTIÈRE ALGÉRO-TUNISIENNE...





POUR RASSURER L'ARMÉE, LA « TOURNÉE DES POPOTES »

Jean FONTUGNE

MARS 1960 est marqué par une intense activité internationale. La tension en Palestine inquiète à nouveau les chancelleries. Un conflit israélo-arabe paraît inévitable.

L'évolution de la situation en France est suivie également avec attention par les observateurs étrangers. Le gouvernement s'efforce, en effet, avec beaucoup de peine, de surmonter les difficultés économiques et sociales du pays. Des dirigeants de la gauche réveillent, dans le même temps, la vieille querelle sur l'école libre et s'engagent, au lendemain du lancement de la première bombe A française, dans une campagne contre la poursuite des essais.

Le général de Gaulle, pour sa part, se consacre obstinément à imposer la solution qu'il a proposée pour résoudre l'affaire algérienne : l'autodétermination. Mais les mesures décidées (mutations, arrestations) au lendemain de l'insurrection de janvier ont semé le trouble parmi les cadres de l'armée. Une armée qui ne sait plus pour quoi elle se bat. Le chef de l'État tentera de la rassurer au cours d'un nouveau voyage en Algérie, qui sera, pour l'Histoire, la « tournée des popotes ».

En confiant, au cours de ses conversations dans les postes, qu'il estime que le problème algérien ne pourra être réglé qu'après la victoire de l'armée, le président de la République paraît revenir sur nombre de ses prises de position antérieures. Le doute qui s'était emparé de ses interlocuteurs depuis ses récentes déclarations est ainsi en grande partie levé. Mais il aurait fallu une opposition d'une autre envergure pour influer sur ses décisions.

Peu de temps après son retour en France, et après avoir instauré, malgré l'opposition parlementaire, un régime présidentiel, il annonce la nomination d'un nouveau commandant en chef des forces françaises en Algérie.

Dans le même temps, il poursuit sa politique de décolonisation. Au cours de ce mois, en effet, on assiste à l'élaboration rapide de ce qui devait devenir la Communauté. La plupart des anciennes colonies d'Afrique se préparent à négocier ou à signer les accords de transfert de compétence, dernier stade avant l'indépendance totale, et ce, sans opposition du chef de l'État. Ferhat Abbas peut, sans danger de se tromper, espérer qu'il en sera de même pour l'Algérie même si, de Tunis, il proclame que « l'Armée de libération nationale était prête à poursuivre la guerre tant qu'il le faudrait ».

J. F.

Sommaire n° 79 - Historia magazine n° 305

2281	Le général et l'armée	P.-A. Lambert
2288	La bataille insolite de Paris	Pierre de Roujoux
2292	Algérie : les illusions perdues	Francis Attard
2298	Les ambiguïtés de l'Élysée	Général Jacquin (C.R.)
2302	Ces glorieux diables rouges	Roger Colliat
2305	Quand la Légion noie ses peines	Pierre Sergent

Le général de Gaulle au cours du voyage d'inspection militaire qu'il fait en Algérie du 3 au 7 mars 1960 afin de prendre contact avec l'armée au combat et la rassurer.

LE GÉNÉRAL ET L'ARMÉE

« Ce que Ferhat Abbas appelle « l'indépendance », c'est la misère, la clochardisation, la catastrophe; c'est une absurdité. Le problème algérien ne pourra pas être réglé avant longtemps : il faut d'abord l'emporter sur le terrain [...], il faut que la France reste en Algérie. Elle y restera. »

Pendant trois jours, de poste en poste, le général de Gaulle, qui rend visite à l'armée d'Algérie, répète les mêmes propos en ce mois de mars 1960. Des propos qui semblent marquer un revirement très net de la politique élyséenne et qui sèment le doute, la confusion, l'interrogation dans l'esprit des observateurs, tant en France qu'à l'étranger.

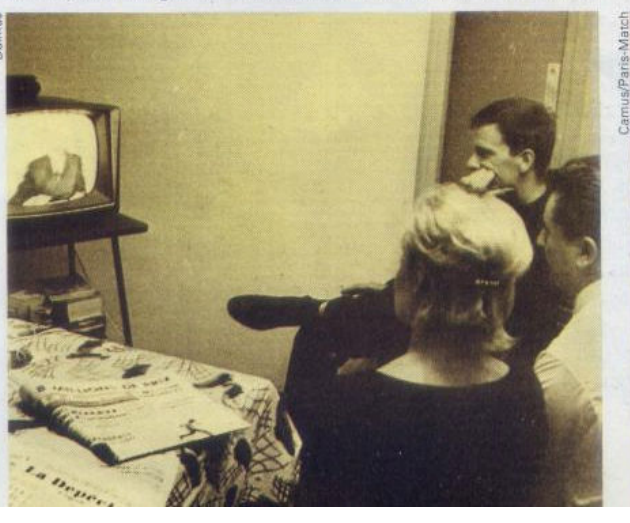
Ce voyage, le chef de l'État devait initialement l'entreprendre le 5 février, mais l'affaire des barricades et ses prolongements l'ont amené à le retarder. Le programme en a été bouleversé : à l'origine il s'agissait d'une prise de contact avec les populations européennes et musulmanes en même temps que d'une visite aux autorités civiles et militaires. En fait, c'est à l'armée, et à elle seule, qu'il consacre ces trois journées.

Le précédent voyage en Algérie du président de la République remonte au ▶



29 janvier. La « semaine des barricades » touche à sa fin. Dans les foyers musulmans, on écoute l'allocution de De Gaulle.

Dalmas



Chez les Français d'Algérie, le chef de l'État est également écouté avec une grande attention mais aussi, souvent, avec colère.

Camus/Paris-Match



A l'armée, le général de Gaulle rappelle son devoir d'obéissance.



R. Pichonia/Paris-Match

◄ **Roger Moris, secrétaire général pour les affaires algériennes.**



Col. particulière

Le général Lavaud, ► chef d'état-major général des armées, accompagne de Gaulle.

◄ Le général Ély, chef de l'état-major général de la défense nationale. Pendant les barricades, il s'était déjà rendu en Algérie.

M. Jarnoux/Paris-Match



Ph. Letellier/Paris-Match

Geoffroy de Courcel, ► secrétaire général de la présidence. Ira avec de Gaulle de poste en poste et de popote en popote.

Le général de Gaulle ► est parti de Villacoublay à bord du prototype *Caravelle 02* – le 01 étant resté à Sud Aviation. Arrivé à Telergma, il sera pris en charge par l'armée et toute sa « tournée des popotes » s'effectuera en hélicoptère – ce qui le changera du confort et du silence de la *Caravelle*. De Gaulle tient à avoir des conversations directes non pas avec les commandants de zone ou de secteur, mais avec des commandants de compagnie, voire avec des sous-officiers. Pour se rendre d'un P.C. à un autre, rien ne vaut l'hélicoptère...

"il n'y aura pas de Dien Bien Phu en Algérie"

mois d'août. Six mois déjà! Voyage historique qui devait marquer un tournant capital de la politique algérienne.

La veille du jour où l'hôte de l'Élysée s'apprêtait à traverser la Méditerranée, les commentateurs ont cru pouvoir avancer que cette orientation, maintenue et réaffirmée avant et après les événements d'Alger, serait au cœur des échanges de vues que le chef de l'État aurait avec les officiers.

Les conclusions que le général retirera de cette visite, estimaient les observateurs, devraient peser d'un poids très lourd sur les prochaines étapes. Quelle serait l'attitude de l'armée dans l'éventualité de pourparlers portant sur le cessez-le-feu? Comment réagirait-elle face à de nouvelles manifestations des Européens d'Algérie hostiles à la politique d'autodétermination? Comment conçoit-elle son rôle dans les élections cantonales prochaines et, à long terme, dans la nouvelle organisation administrative de l'Algérie, voire du référendum?

Sur une petite plate-forme

Le programme de ce nouveau voyage — la « tournée des popotes » comme on l'appellera — a été tenu secret pour des raisons de sécurité. On sait seulement que le général évitera Alger. Seul un très petit nombre de personnalités l'accompagnent: Pierre Messmer, ministre des Armées, Geoffroy de Courcel, secrétaire général de la Présidence, le général Ely, chef d'état-major général de la Défense nationale, le général Lavaud, Roger Moris, secrétaire général pour les affaires algériennes. Pour rendre compte de ce déplacement du chef de l'État, un seul journaliste a été autorisé à le suivre : l'envoyé spécial de l'agence France-Presse : Jean Mauriac.

C'est à Télergma, à une cinquantaine de kilomètres de Constantine, que le 4 mars, peu après 10 heures, se pose la *Caravelle* présidentielle. Venus d'Alger, Delouvrier et le général Challe sont là pour accueillir le chef de l'État. Ce dernier ne s'attarde pas. Aussitôt, il gagne par hélicoptère la première des quatre étapes qui vont jalonner cette journée : Hadjer-Mafrouch, Catinat, le P.C. « Languedoc », centre de l'opération « Pierres-Précieuses », et enfin Redjas.

Hadjer-Mafrouch, P.C. du 5e régiment étranger d'infanterie... Un vent froid balaie les crêtes. Sur une petite plate-forme, d'où l'on domine une partie de la presqu'île de Collo et tout l'arrière-pays recouvert d'une épaisse forêt, les officiers déploient devant le président de la République les cartes du secteur. Le visiteur écoute le général Challe lui résumer la situation militaire et dresser un bilan de l'opération « Pierres-Précieuses ».

J.-P. Biot/Paris-Match




Azoulay/Paris-Match

Le général de Gaulle écoute, attentif. Debout, le visage fouetté par le vent, il chausse ses lunettes dès qu'il lui faut suivre une explication sur les cartes. Il pose des questions, se fait répéter certains faits, préciser certains détails concernant la façon dont les combats sont menés. Puis, sous une grande tente, il retrouve tous les officiers du secteur.

« Là, sur un ton à la fois solennel et familier, il prononce la première allocution de son voyage, relate Jean Mauriac. Il n'y aura pas de Dien Bien Phu en Algérie, leur dit-il notamment. L'insurrection ne nous mettra pas à la porte. Brusquement, il ajoute : Écoutez-moi. Je vous demande de comprendre que l'Algérie n'est pas le seul problème auquel la France ait à faire face. Je dois considérer l'ensemble, c'est-à-dire la France tout entière, au-dedans et au-dehors... »

◀ **Ainsi va de Gaulle pendant trois jours, du Nord constantinois aux confins de l'Algérois, rencontrant des officiers de tout grade, présidant des conférences d'état-major, partageant éventuellement leur repas. Partout, il s'efforce d'apaiser les inquiétudes des officiers qui aimeraient qu'on leur donnât une raison de combattre puisque celle qui reposait sur l'Algérie française est morte. C'est à ce légitime souci que de Gaulle répondra en leur rendant visite.**

Le général de Gaulle quitte le P.C. du 5e R.E.I. vers midi. Dans le ciel bleu éclairé d'un soleil vif, c'est le carrousel des hélicoptères qui l'emmènent, avec sa suite, vers Catinat, la deuxième étape du voyage. La haute stature du chef de l'État se tasse dans la minuscule *Alouette* dont l'habitacle en plexiglas est fouetté par les rafales d'un vent qui souffle de plus en plus fort.

A Catinat, la population musulmane est rassemblée pour l'accueillir. « On remarque parmi elle, note Jean Mauriac, un groupe d'autodéfense féminin. Les femmes musulmanes, enturbannées, portent pantalon et fusil. Les enfants agitent de petits drapeaux tricolores. Les notabilités d'El-Milia sont présentées au général. Le décor a changé. Ce n'est plus la crête abrupte dominant les sauvages forêts de la presqu'île de Collo, mais des champs et des pâturages aux teintes d'un vert tendre. »

La " clochardisation "

Les officiers font le point de la situation. Le colonel Trinquier, qui commande le secteur d'El-Milia, insiste sur la tâche de ses unités : amener à elles la population et attaquer les bandes rebelles. Mais il ne saurait s'agir, en l'occurrence, d'opérations spectaculaires. Le général Challe intervient à diverses reprises, notamment lorsque est évoqué le problème du recrutement des harkis.

Après Catinat, c'est le P.C. « Languedoc », où de Gaulle déjeune avec les officiers qui mènent l'opération « Pierres-Précieuses ». Au café, on annonce que le vent, très fort, rendant périlleux l'atterrissage des hélicoptères, force est de modifier le programme de la visite. Le général ne se rendra pas, comme il était prévu, au col de Tamentrout, à 35 km au sud-ouest d'El-Milia. C'est dans le village de Redjas, tout proche, qu'il réunira son monde. Et pour la première fois, le cortège présidentiel emprunte la route, une route bordée de champs de blé et de champs de seigle.

A Redjas, le général s'entretient longuement avec les maires musulmans des communes avoisinantes. Puis il entend le rapport des officiers responsables des secteurs de Mila et de Djidjelli avant de prononcer une nouvelle allocution. Après avoir mis en doute que les rebelles déposent les armes, le chef de l'État déclare notamment : « On ne peut rien faire si d'abord on ne l'a pas emporté sur le terrain d'une manière indiscutable. On ne peut recommencer l'Algérie d'avant l'insurrection. Ce serait faux de prétendre revenir à une situation analogue à celle d'hier... »

Le chef de l'État ajoute que ce que Ferhat Abbas appelle « l'indépendance » est pour l'Algérie une « absurdité ». Il fait remarquer qu'il y a en Algérie un million de Français qui ont le droit d'y être et qui y resteront. Il parle des musulmans qui ne désirent pas se séparer de la France. Il rappelle qu'il y a en France 400 000 travailleurs musulmans qui font vivre deux millions des leurs demeurés en Algérie. C'est alors qu'il s'écrie : « Ce qu'on appelle l'indépendance, c'est la misère, la clochardisation, la catastrophe... Quand les Algériens pourront choisir, je ▶

l'affaire des barricades d'Alger ? "des à-coups qui se sont sotteme

ne crois pas qu'ils choisissent cela. La France ne doit pas partir. Elle a le droit d'être en Algérie. Elle y restera... »

L'A.F.P. reprend les propos tenus par le général de Gaulle au cours de cette première journée et elle en publie la synthèse.

Le général de Gaulle a déclaré en substance : « Ce que tout le monde doit se mettre dans la tête c'est qu'il y en a pour très longtemps; les opérations militaires dureront encore. On est en bonne voie. Le succès s'étend, mais il n'est pas encore acquis. Il faut que nos armes l'emportent. Tout dépend de cela. »

La foule pousse des you-you stridents

Le général de Gaulle, poursuit l'A.F.P. s'est ensuite demandé ce que serait l'Algérie de demain : « Exactement, je n'en sais rien. Mais je sais qu'il faut que la France y reste. Sous quelle forme? Cela dépendra de ce que les habitants de ce pays voudront. Il faut d'abord établir la paix par les armes. C'est seulement après des années que les Algériens auront à dire ce qu'ils veulent. Je ne sais quelle formule au juste choisira l'Algérie, mais elle choisira d'être avec la France. Voilà le bon sens. »

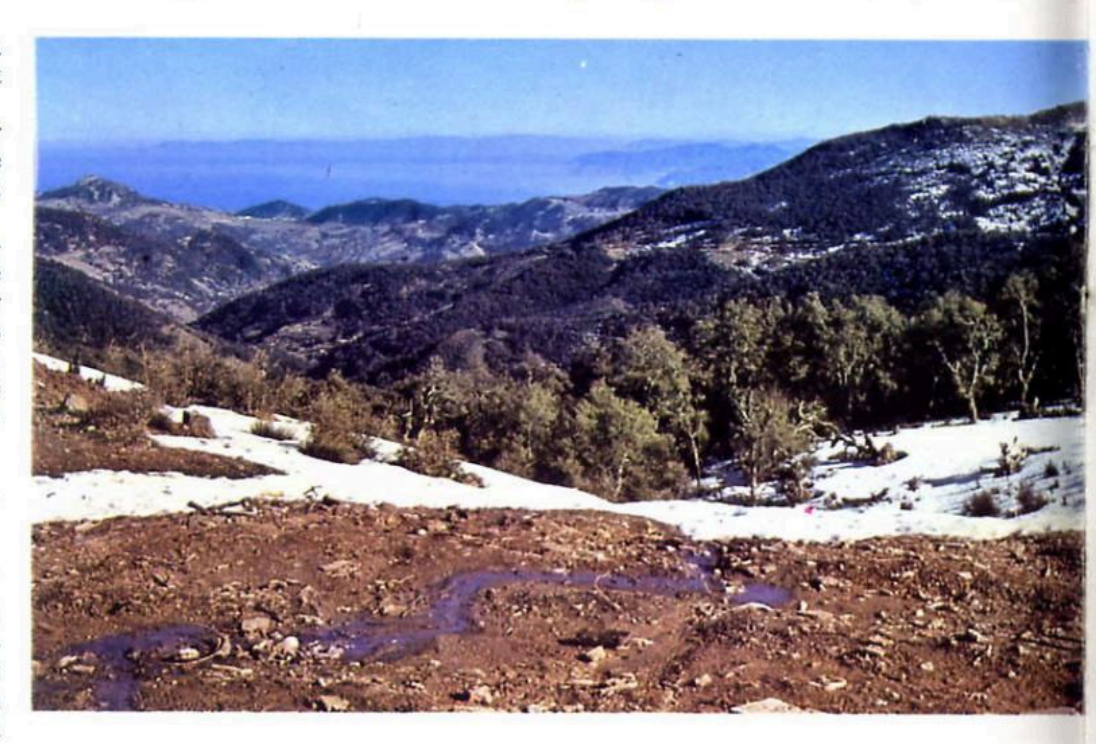
Le général de Gaulle a ensuite fait remarquer que l'Algérie n'était pas le seul problème auquel la France dût faire face. « La France, a-t-il dit en substance, est une puissance mondiale. Elle monte. Elle reprend une place digne d'elle. Ce redressement ne fait que commencer. Il n'y a donc pas que l'affaire algérienne. Je dois considérer l'ensemble, la France tout entière au-dedans et au-dehors. Je suis chargé du tout et ce tout n'est pas seulement l'affaire de l'Algérie. »

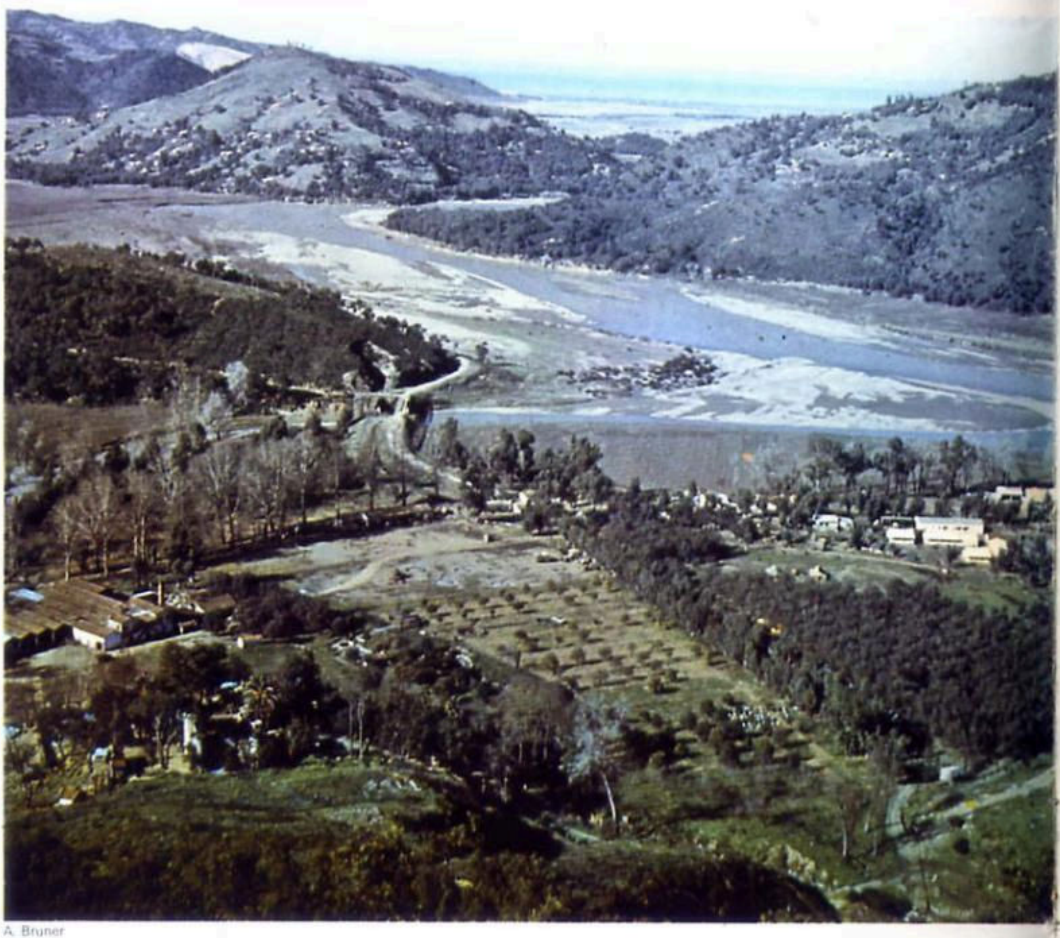
Il a également fait allusion à l'affaire des barricades d'Alger : « ... Des à-coups qui se sont sottement passés », ainsi a-t-il qualifié les événements algérois du début de l'année.

Batna, Ménéa, Barika, Bir-Rabalou, Ouled-Moussa, Souk-el-Khémis, Aumale, ce sont les étapes de la deuxième journée en Algérie du général de Gaulle. Le voici dans l'Aurès, berceau de la rébellion, puis dans la région d'Aumale, où sa pression reste vive.

De poste en poste, comme la veille dans le Nord constantinois, c'est le même scénario, ce sont les mêmes propos tenus devant les officiers, avec des variantes, certes, mais qui n'en modifient pas le sens.

« Les Algériens choisiront leur destin à l'expiration d'un long délai. L'essentiel, aujourd'hui, c'est de poursuivre les opérations et de remporter la victoire. » Mais alors que, la veille, il s'était limité à dénoncer l'indépendance comme une solution catastrophique, il prend, à Batna,





A. Bruner

parti contre la « francisation » en notant que les musulmans algériens ne peuvent être « ni des Provençaux ni des Bretons ».

A Ménéa, au cœur de l'Aurès, le chef de l'État entend le général de Crèvecœur faire un historique complet de la rébellion depuis le raid initial du 1er novembre 1954. L'officier supérieur consacre son exposé aux trois facteurs qui, depuis 1958, ont affaibli les bandes F.L.N. de l'Aurès : les querelles intestines qui déchirent les états-majors rebelles, l'édification du barrage électrifié à la frontière tunisienne, le quadrillage de pacification.

Le colonel Delcros, commandant le secteur d'Arris, commente pour sa part l'action qu'il mène pour percer les zones refuges du F.L.N. et isoler ces zones des riches plaines où les bandes se ravitaillent.

A Bir-Rabalou, dans l'Algérois, le



◀ Le général Gandoet, commandant provisoire du corps d'armée de Constantine, retrace pour de Gaulle le déroulement des actions menées dans le cadre de l'opération « Pierres-Précieuses ».

président de la République est accueilli par le général Crépin, commandant le corps d'armée d'Alger, et par Chapelle, préfet, inspecteur régional.

De là, il visite en hélicoptère les postes d'Ouled-Moussa, situé à la lisière nord du secteur d'Aumale, dans une région où le F.L.N. fait de fréquentes incursions, et de Souk-el-Khémis, où il reçoit un accueil chaleureux de ce bordj qui abrite environ 3 000 personnes regroupées. Tous, hommes, femmes, enfants, poussent des « you-you » stridents sur son passage. Et à l'instant de son départ, les petits musulmans entonnent une *Marseillaise* sur un ton quelquefois faux, mais qui n'en est pas moins émouvant.

Dernière étape de la journée de vendredi : Aumale, sous-préfecture du département de Médéa, à 120 kilomètres d'Alger. Le général y pénètre debout dans une voiture découverte, au côté de Delouvrier. Les musulmans massés sur les trottoirs l'acclament. Sur le perron de la sous-préfecture, il répond de son geste des deux bras aux applaudissements de plusieurs centaines de personnes...

La dernière journée de son voyage, le général la consacre à une visite de la région de Tlemcen et des abords de la frontière marocaine. C'est au poste des Azziz, près de Boghari, qu'il prononce la petite phrase qui va déconcerter une partie de l'opinion. Une petite phrase qui, cette fois, marque une très nette prise de position en faveur de l'association :

« Ce sont les Algériens qui décideront... *Je crois qu'ils diront : une Algérie algérienne liée à la France.* »

Le général s'arrête ensuite à l'aérodrome d'Aïn-Oussera. Au milieu de la matinée, il se pose à Zénata, non loin de Tlemcen, où l'accueille le général Gambiez, commandant du corps d'armée d'Oran.

Il traverse Tlemcen sans s'y arrêter et arrive à Zafiret, poste de commandement du 7e régiment d'infanterie. Là, il déjeune avec les officiers, visite deux postes près de la frontière marocaine, se fait expliquer par ses hôtes les conséquences de la pose du barrage électrifié.

Il apprend ainsi que le potentiel militaire des rebelles a considérablement diminué : sur seize sections dénombrées en 1958, il ne reste plus aujourd'hui que huit groupes réfugiés dans la montagne.

◀ *Ci-dessus :* la région de Bessombourg, dans le Nord constantinois. *Ci-dessous :* El-Hanser, au confluent de l'oued Indjana. Ici, c'est le secteur d'El-Milia, fief du colonel Trinquier, dont les unités ont la double tâche d'amener à elles la population et d'attaquer et détruire les katibas ennemies.



Catinat : deuxième ▶ étape du voyage de De Gaulle, ici avec le colonel Trinquier et le colonel Trégnier, commandant le 29e R.P. *(troisième en partant de la gauche)*. Là, il déclare en substance : « Il faut vous mettre dans la tête ce que tout le monde doit se mettre dans la tête : il y en a pour très longtemps. »

Tout au long de cette journée, il répète, en les développant, les propos déjà tenus la veille.

Devant les officiers, au petit poste de Birou, à 25 km au sud de Nemours, il précise ce qu'il a déjà dit en d'autres circonstances : « Si, par malheur, les Algériens devaient choisir la sécession, alors il y aurait bien des choses à faire pour assurer le sort des Français qui habitent en Algérie et des musulmans fidèles à la France. »

Ce sont les dernières paroles que prononce le général de Gaulle au cours de cette « tournée des popotes » de trois jours. Il regagne ensuite l'aéroport de Zénata, où l'attend la *Caravelle* présidentielle qui doit le ramener à Paris.

Les propos tenus en Algérie par le chef de l'État provoquent une vive surprise à Paris. Les commentateurs sont perplexes, tout en s'accordant pour noter qu'il n'y a guère de rapport entre ce langage nouveau et les discours qu'a prononcés le général de Gaulle, quelques jours plus tôt, à l'occasion de son voyage en Languedoc.

L'onde de choc déclenchée par ces propos s'étend et menace de troubler le climat politique. Les milieux gouvernementaux affirment, certes, qu'il ne faut pas voir là un changement d'orientation de l'Élysée. Celle-ci demeure la même. Il s'agit seulement d'un langage privé réservé à l'usage exclusif des militaires... Tout de même! Si l'on prend au mot le général de Gaulle, notent bien des observateurs, la France se voit condamnée à poursuivre longtemps la guerre. Et s'il restait une chance de parvenir à un cessez-le-feu, celle-ci ne disparaîtrait-elle pas automatiquement dès lors qu'obligation de rendre les armes est faite à des combattants qui tiennent cette condition pour inacceptable?

Ni Provençaux ni Bretons

A Batna, le général a pris à partie la « francisation » en soulignant que les musulmans algériens ne peuvent être « ni des Provençaux ni des Bretons ». Certes, on savait que le président de la République n'inclinait pas vers cette solution : il en avait souligné les difficultés dans sa déclaration du 16 septembre et l'on n'ignorait pas, depuis cette date, que sa préférence allait à l'association. Cependant, certaines allusions postérieures à « la solution la plus française » entretenaient l'équivoque parmi les tenants de l'intégration. A présent celle-ci est dissipée : « indépendance » et « francisation » sont toutes deux écartées : « Ça finira par une Algérie algérienne liée à la France », assure aujourd'hui de Gaulle.

Vives réactions dans les milieux politiques : plusieurs républicains populaires notent que l'éclairage est mis exclusivement ▶

Match

Papin

le langage "d'un soldat à des soldats"

sur les tâches militaires et constatent, avec quelque déception, qu'aucune allusion n'est plus faite à un cessez-le-feu.

A Alger, les propos du chef de l'État provoquent de l'étonnement et de la satisfaction chez les militaires. Une satisfaction que l'on retrouve, mais plus nuancée, parmi la population européenne, réticente à l'égard de tout ce qui vient de l'Élysée.

Le général, disent certains, a voulu se concilier l'armée. D'où ce langage « d'un soldat à des soldats ». Mais d'autres relèvent la contradiction entre ce que le chef de l'État affirmait naguère : « La nécessité d'une solution politique », et ce qu'il déclare aujourd'hui : « D'abord la victoire militaire. »

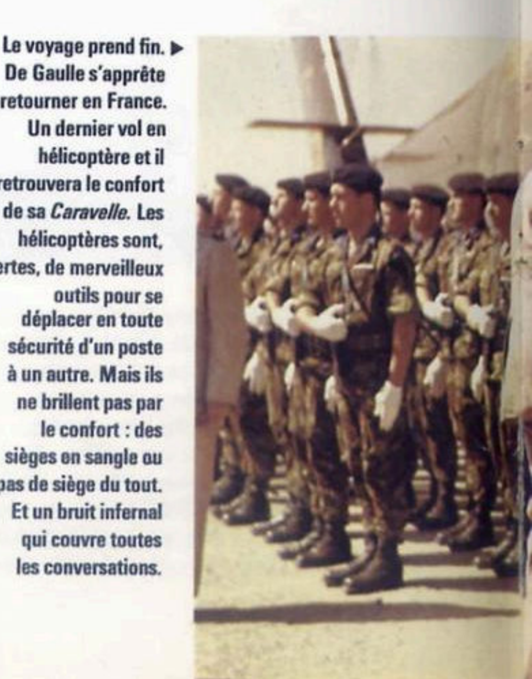
Pour beaucoup, il s'agit d'un revirement; et l'on se pose la question de savoir si ces déclarations ne constituent pas la réponse au récent discours de Ferhat Abbas affirmant : « L'autodétermination, c'est l'indépendance. »

A Tunis, dans les milieux du F.L.N., on accueille avec une surprise mêlée de déception les propos du président de la République française. On ne s'attendait certes pas que le général modifiât à ce point l'orientation de sa politique. On considère que le principe de l'autodétermination a été totalement dénaturé par le rejet catégorique de la solution de l'indépendance. « Quel peut être l'objet de négociations, même limitées, en vue d'un cessez-le-feu, dès lors que la seule issue est la reddition des combattants de l'A.L.N. ? », se demande-t-on.

Guy Sitbon, l'observateur du *Monde* à Tunis, qui recueille ces réactions du F.L.N., écrit que, pour les dirigeants extérieurs de la rébellion, « l'autodétermination, dans le sens que lui donne aujourd'hui son promoteur, n'a plus de sens ». Et d'évoquer cette boutade de Ford, le constructeur d'automobiles, qui, ne disposant que d'un seul coloris à proposer à ses clients, leur disait : « Vous pouvez choisir la couleur que vous voulez, pourvu que votre voiture soit noire. »

Chez les socialistes, on est également surpris et déconcerté.

Dans une déclaration, le bureau de la S.F.I.O. fait état de « l'émotion que causent aux socialistes les propos prêtés au



Le voyage prend fin. ▶ De Gaulle s'apprête à retourner en France. Un dernier vol en hélicoptère et il retrouvera le confort de sa *Caravelle*. Les hélicoptères sont, certes, de merveilleux outils pour se déplacer en toute sécurité d'un poste à un autre. Mais ils ne brillent pas par le confort : des sièges en sangle ou pas de siège du tout. Et un bruit infernal qui couvre toutes les conversations.

◀ « Il faut qu'il y ait le succès de nos armes, dit aussi le général de Gaulle. C'est seulement après des années que les Algériens auront à dire ce qu'ils veulent. » *Ci-contre :* construction d'un poste de garde par des harkis. Ceux-là ont déjà choisi. Mais les autres...

président de la République, qui définiraient une politique nouvelle en contradiction avec celle à laquelle ils ont jusqu'à ce jour apporté leur soutien et qui avait valu au général de Gaulle l'assentiment de la très grande majorité du pays ».

L'Union des forces démocratiques, de son côté, n'accepte pas l'explication selon laquelle il s'agit là d'un langage réservé aux militaires. Elle demande que « soit d'urgence affirmée de façon officielle la politique algérienne préconisée par le président de la République ». Elle estime « nécessaire que soit mis fin à des interprétations qui créent l'équivoque et jettent le doute dans l'esprit de tous ceux qui pensaient que les événements évoluaient vers le cessez-le-feu ».

A droite, bien des députés prennent plaisir à noter que, pour leur part, ils n'ont jamais tenu un autre langage. On rappelle la thèse qu'ils ont faite leur et selon laquelle il ne sera possible d'aboutir en Algérie qu'en mettant un terme au conflit par une victoire militaire.

Intégration ou sécession ?

Quelles que soient la déception des uns, la satisfaction des autres, on se demande toutefois de tous côtés si les propos du général doivent être tenus pour définitifs et s'ils ne seront pas complétés, voire « corrigés », dans les heures à venir. D'autant que l'agence France-Presse, alors que le général est encore en Algérie, diffuse la note suivante :

« Dans l'entourage du général de Gaulle, on met en garde contre les interprétations tendancieuses qui sont données dans certains milieux au sujet des propos tenus à diverses reprises aux officiers, au cours

Paris-Match





Dudlique

◀ Des ouvriers algériens sur un chantier de France. Au cours de sa « tournée des popotes », de Gaulle aborda le problème des musulmans en métropole. Il rappela qu' « il y a en France 400 000 ouvriers musulmans qui font vivre deux millions des leurs, demeurés en Algérie ».

de son voyage en Algérie. En fait, le président de la République a partout répété ce qu'il a toujours dit sur le problème algérien et sur le devoir de l'armée dans les combats actuellement en cours. »

Une mise au point s'imposait. Beaucoup l'attendaient, la réclamaient. Elle arrive, une fois le général de retour à Paris, sous la forme d'un communiqué publié par Louis Terrenoire, ministre de l'Information.

Le texte reflète, à n'en pas douter, la pensée du chef de l'État. Sans apporter d'éléments entièrement neufs quant au fond de sa politique algérienne, il n'en donne pas moins des définitions nouvelles, il n'en apporte pas moins des précisions en ce qui concerne l'avenir de l'Algérie.

Qu'en retenir? Tout d'abord que s'il rejette sur l' « organisation extérieure » la responsabilité de la non-acceptation du cessez-le-feu, le président de la République maintient tout de même son offre de pourparlers sur l'arrêt des combats. La triple option a été préservée. Deux hypothèses, celle de l'intégration et celle de la sécession, sont exposées de façon polémique. La francisation est présentée, plus nettement encore qu'elle ne l'avait été à Zafiret, quelques jours plus tôt, comme le retour à la domination directe pratiquée par la métropole depuis la conquête. Autant de mots qui ne peuvent manquer de susciter de vifs commentaires, notamment de la part des officiers, qui attribuent, du moins depuis la reconnaissance du collège unique, un tout autre sens à la politique d'intégration.

Un autre passage remarquable du communiqué officiel est celui qui lie le choix d'une sécession à une autre sécession. Il y est spécifié, en effet, qu'il faudrait, « dans cette détestable hypothèse », procéder à un vaste regroupement des populations sur une portion du territoire. Déjà la déclaration du 16 septembre envisageait, en cas de sécession, le regroupement et l'établissement des Algériens de toute origine désireux de rester français.

Celle de Louis Terrenoire est beaucoup plus catégorique. La partition serait la rançon de l'indépendance. Quant à la faveur déclarée du chef de l'État pour la solution d'association, pour « une Algérie algérienne liée à la France et unissant des communautés dont on sait combien elles sont différentes », ce n'est désormais qu'une confirmation.

L'armée, enfin. Elle se voit rappeler que si sa tâche en Algérie est loin d'être achevée, elle doit avoir également l'esprit fixé sur les missions qui pourraient lui incomber ailleurs. La pacification est, en outre, implicitement qualifiée de « phase locale et momentanée dans un devoir d'ensemble ». Ce qui est à coup sûr préparer l'armée à une fin des combats au lieu de présenter les combats comme une fin.

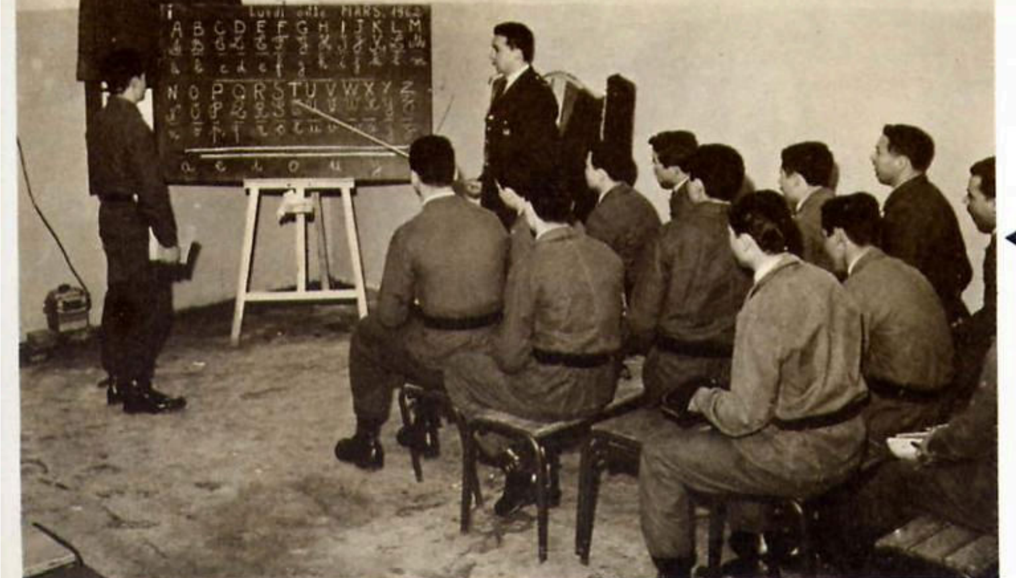
Une condamnation sans appel

Maurice Duverger, dans *le Monde*, résume l'impression générale qui se dégage après « cette tragi-comédie qui vient de se jouer autour des paroles du général de Gaulle, de leur transmission, de leur rectification » :

« Rien d'essentiel n'est changé au programme défini le 16 septembre. Avec le recul, la « tournée des popotes » semble avoir été destinée à enrober de miel une décision que certains officiers trouveront amère : la condamnation sans appel de l'intégration; on n'emploie même plus à son propos le terme de francisation, qu'on avait implicitement rejeté en rappelant que « les Algériens ne sont ni des Bretons ni des Provençaux », on l'assimile tout simplement à la « domination directe pratiquée par la métropole depuis la conquête », formule encore plus dure que « l'Algérie de papa ».

» Les choses sont maintenant claires, écrit encore Duverger. Il ne sera plus possible à un quelconque bureau militaire de déformer la pensée du chef de l'État en prétendant l'interpréter. Il ne sera plus possible de prétendre obéir au gouvernement en continuant à prôner l'intégration. L'armée voulait qu'on lui définît un programme concret au-delà du principe d'autodétermination pour attirer l'opinion musulmane. C'est fait. Elle sait désormais que l'association est son but de guerre, que l' « Algérie algérienne » est son nouveau slogan. » H

Pierre-Albert LAMBERT



Coll particulière

LA BATA

◀ **Pour les recrues, les classes, en 1960 comme en 1962, commencent par l'alphabet. La plupart des harkis arrivaient directement de leurs mechtas. On dut leur apprendre aussi à utiliser métro et autobus.**



Coll. particulière

▲ **Les mêmes, les classes finies, portant fièrement leur uniforme. Pendant la guerre d'Algérie, les harkis paieront un lourd tribut. Ceux de Paris compteront 24 morts dans leurs rangs et 67 blessés en moins d'un an, ce qui témoigne de leur engagement.**

Qui se serait douté que le maquis le plus important et probablement le plus efficace du F.L.N. était installé à Paris?

Qui se souvient que, d'avril 1960 à la fin de la guerre, une dure bataille y a été livrée et qu'un petit groupe de harkis, commandé par trois officiers français, lui a infligé des pertes sévères — une trentaine de tués ou de blessés —, arrêté près de 1 200 responsables, dont quatre leaders fédéraux de l'Organisation spéciale et les deux grands chefs des groupes armés, s'emparant de 380 armes automatiques, 200 charges explosives, plus de 20 000 cartouches et 40 bombes?

Depuis le début de la guerre, le F.L.N. cherchait des fonds pour financer la rébellion. Le rendement des impôts que lui versait volontairement la population musulmane établie en France, et notamment celle de la région parisienne — 250 000 ouvriers et commerçants au bas mot —, étant très faible, il avait décidé d'utiliser des méthodes énergiques pour l'augmenter. Les mauvais payeurs étaient roués de coups à titre de premier avertissement, puis exécutés s'ils ne se montraient pas plus compréhensifs.

C'est à cette époque que la police commença à trouver dans de gros sacs, soigneusement ficelés, des cadavres au visage affreusement violacé, le cou serré par une fine cordelette, tandis que d'autres, plus ou moins défigurés, étaient repêchés dans le canal Saint-Martin.

Entre 1957 et 1960, plus de 7 000 musulmans de la région parisienne furent ainsi froidement abattus par les tueurs de la Fédération de France du F.L.N. Un nombre plus élevé encore fut admis dans les hôpitaux, à la suite d'agressions, avec des blessures et parfois de graves mutilations.

Au début, les plaintes pour agression et les déclarations de disparition furent nombreuses, mais la police parisienne ne pouvant matériellement assurer la protection des plaignants, elles se firent de plus en plus rares.

Parallèlement, les recettes des « collectes » augmentèrent; bientôt, ce fut la France métropolitaine qui alimenta la guerre menée par les Algériens.

On évaluait à 300 millions environ par mois pour la seule région parisienne le produit de ce racket parfaitement organisé.

Le prélèvement financier s'opérait au moyen d'une pyramide hiérarchique à laquelle personne n'échappait : « cellules », « groupes », « sections », « kasmas », « secteurs », « régions », « zones » et enfin la « superzone », dont les trois membres contrôlaient impitoyablement le rendement de chacun de leurs subordonnés. Les moins rémunérés des manœuvres devaient payer 10 % de leur salaire, avec un minimum de 3 000 AF par mois.

Des protecteurs qui semaient la terreur

Les commerçants, les gérants de café ou d'hôtel étaient imposés au prorata de leur chiffre d'affaires — le vrai, pas celui qu'ils déclaraient à leur contrôleur. Les Français ayant une clientèle musulmane et jusqu'aux prostituées étaient sévèrement taxés. Certains et certaines ont avoué avoir payé 100 000 AF par mois et parfois davantage. Les trois responsables de la « superzone », qui contrôlaient l'ensemble des percepteurs et se surveillaient eux-mêmes, acheminaient le pactole qui se déversait ainsi dans leurs coffres par avions privés en Suisse. Là, il était déposé à des comptes spéciaux par des Européens sympathisants. Les « réseaux de soutien » jouèrent, à cet égard, un rôle important.

L'effectif de la seule « région » de Paris, se montait ainsi à 1 500 personnes, collecteurs, contrôleurs... et aussi groupes de choc : il fallait bien des gendarmes pour mater les récalcitrants. Ces groupes de choc, pudiquement appelés « groupes de protection », étaient composés d'une quinzaine de durs chargés de rappeler à l'ordre — par la violence — les retardataires : vingt-quatre heures de réflexion et l'on se retrouvait à l'hôpital. Face à ces « protecteurs » qui répandaient la terreur dans les bidonvilles, les garnis et les cafés des quartiers à forte densité musulmane, les agents de police français, qui faisaient normalement leurs rondes, étaient totalement impuissants.

Le « fer de lance » du F.L.N. était constitué par les « groupes armés », indépendants de la « finance », organisée suivant une hiérarchie parallèle. Ils étaient composés de « militants » ayant fait leurs preuves dans les groupes de protection. Leur tâche : la mise à mort. Ils étaient rarement « chargés ». La ficelle suffisait généralement. Quand la victime refusait de se laisser faire, le matériel nécessaire

ILLE INSOLITE DE PARIS



Coll. particulière

◀ **Cinémas, boîtes de nuit, cafés aux enseignes flamboyantes : Pigalle, où travaillent des proxénètes musulmans ; Pigalle où, très vite, ces harkis venus du djebel apprendront à circuler comme des Parisiens.**

leur était confié juste pour l' « affaire à traiter ». C'est en général une femme, une « liaison », en jargon du Front, qui leur apportait dans son sac, le moment venu, un pistolet sur le lieu de l'exécution. Le coup fait, le tueur le lui rendait immédiatement : une femme échappe généralement aux fouilles.

Enfin, une police secrète était constituée par l'Organisation spéciale, ou O.S.

Très peu nombreuse, complètement coupée aussi bien de la « finance » que des « groupes de protection » et des « groupes armés », et redoutée par eux, elle était chargée des attentats contre les personnalités marquantes. Bénéficiant d'une protection particulière et experts dans le maniement des explosifs, ces véritables commandos, formés principalement au Maroc et en Allemagne, avaient entre autres à leur actif l'attentat de Mourepiane.

Personne ne connaissait ses membres. Chacun les craignait.

Contre une organisation aussi fortement structurée, la police ne pouvait réagir que d'une façon aveugle : les coupables lui échappaient et les innocents contre lesquels elle sévissait ne pouvaient que se détourner de la France. Le F.L.N. allait gagner la bataille de Paris quand fin 1958, un certain capitaine M... eut une idée : constituer un groupe de musulmans fidèles pour lutter contre l'organisation qui rançonnait leurs 250 000 coreligionnaires de Paris.

Sans passer par la voie hiérarchique, il envoya une lettre au ministre de la Guerre pour la lui exposer. A sa grande surprise, il reçut quelques jours plus tard, l'ordre d'agir. Rapportons-nous, à présent, à l'exposé du lieutenant R..., qu'il prit comme adjoint.

Il fallut d'abord résoudre un certain nombre de problèmes apparemment insolubles : pas question, évidemment, de lancer des paras ou des harkis dans Paris! Solution : la future unité allait être prêtée à M. Papon, préfet de police, et habillée « genre C.R.S. ».

Problème d'équipement : les armes furent « louées » et des cartouches achetées à l'armée.

Un tour au Bazar de l'Hôtel-de-Ville et les derniers crédits dont disposait le capitaine M... furent transformés en 1 457 rouleaux de papier hygiénique... Il fallait bien donner l'exemple aux autres cantonnements.

Les problèmes mineurs tels que le recrutement et l'entraînement des hommes suscitèrent moins de difficultés.

Le capitaine M... partit pour l'Algérie, laissant à R... la charge d'organiser l'accueil de ces éventuelles recrues. Le temps d'installer quinze instructeurs au fort et, le jour de Noël 1959, il était de retour avec un plein wagon de harkis arrivant directement de leurs mechtas natales. En quelques semaines, on leur apprit à évoluer dans un contexte qui n'avait rien à voir avec le djebel algérien, à utiliser le métro, les autobus et parfois à lire et à écrire.

Nous eûmes à faire face à des diffi- ▶

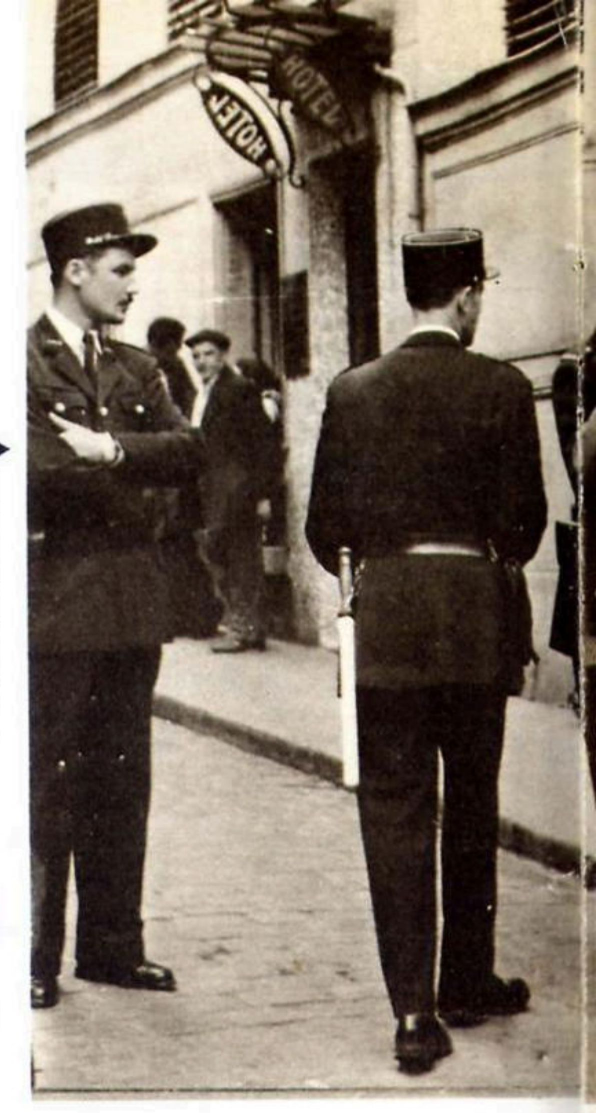


Coll. particulière

Le canal Saint-Martin, ▶ long de 4 500 mètres, relie le bassin de La Villette à la Seine, en face du Jardin des plantes. De tout temps, les amoureux se sont promenés le long de ses berges, de tout temps, des amoureux éconduits se sont jetés dans ses eaux pour oublier leur bien-aimée. Mais, en 1960, les eaux du canal Saint-Martin charrient surtout les cadavres mutilés des Algériens qui n'ont pas cotisé avec assez de bonne volonté pour la révolution algérienne.


Coll. particulière

◀ Pour chasser le mal du pays, des harkis ont organisé un méchoui « monstre » avec les copains. Une fosse a été creusée. Les moutons, embrochés selon les règles, vont cuire lentement au-dessus des braises ardentes.



Dans le quartier de la Goutte-d'Or, des policiers contrôlent l'identité de travailleurs algériens. Le quartier était plus alors une « médina » qu'une circonscription de Paris, et il ne faisait pas bon s'y promener la nuit... ▶


Coll. particulière

◀ Dans une ambiance sympathique, les harkis de la F.P.A., jeunes et moins jeunes, se réunissent pour prendre leur repas. Le travail lent et systématique de ces musulmans fidèles portera bientôt ses fruits.

un grand pont sous lequel ne coulait aucune rivière : c'était l'arc de triomphe...

cultés imprévues. C'est ainsi qu'une de nos recrues se perdit dans la capitale à sa première sortie. Elle avait heureusement appris à se servir d'un téléphone public. On demanda à l'égaré de décrire le paysage où il se trouvait : il était à proximité d'un grand pont, sous lequel ne coulait aucune rivière. Il y avait aussi un feu, sur lequel rien ne cuisait : c'était de toute évidence l'Arc de Triomphe...

Un beau matin, la 1re compagnie entre en campagne. Silencieux et irréprochables, portant leurs lits « Picot »... et leur matériel de cuisine, les « policiers », par petits groupes, investissent quatre hôtels musulmans repérés dans le XIIIe arrondissement comme P.C. de la rébellion.

La fermeture administrative de ces établissements pour un temps indéterminé est notifiée à leurs propriétaires. Les locataires sont aimablement priés de porter leurs affaires ailleurs, la préfecture de la Seine se chargeant de leur relogement. Rapidement, les sections s'installent et dans la matinée, sans incident notable, quatre-vingts policiers en uniforme et en civil apparaissent par petits groupes aux habitants du quartier.

Bientôt, ayant bien assimilé les intentions du capitaine M..., les petits chefs de section musulmans, entourés de deux ou trois hommes, se répandent partout pour parler, en arabe et en kabyle, dans les lieux publics, expliquant que dans l'affaire algérienne, tout le monde a eu des torts, mais qu'il est temps d'en finir avec les sévices et les attentats.

En un mois, la collecte diminua de moitié dans le XIIIe arrondissement, les principaux responsables F.L.N. déguerpirent, trouvant l'air malsain, et les

Coll. particulière



Pas facile d'user d'une mitraillette au milieu de la foule!...

Le capitaine M... installa son P. C. opérationnel au sommet nord d'un triangle dont la pointe sud était formée par la compagnie du XIIIe arrondissement et la pointe est, mobile, par la 3e compagnie. En outre, il s'attacha à créer dans tout Paris, et au sein même de la hiérarchie F.L.N., des réseaux d'informateurs et de combattants en civil. En un an, certains de nos harkis, travaillant pour la F.P.A., arrivèrent à se faire nommer chefs de « zone ». De nombreux cadres F.L.N. arrêtés grâce à leurs informations se rallièrent au capitaine M..., apportant des renseignements de première main.



Coll. particulière

langues se délièrent. L'expérience était concluante. Au fort de ... une 2e compagnie est formée.

Après le XIIIe arrondissement, la 1re compagnie de la F.P.A. entreprend une action similaire dans le XIVe arrondissement. Le F.L.N., réalisant qu'il est en train de perdre la face devant ses ouailles, décide de réagir.

Un beau jour de l'automne de 1960, des commandos armés attaquent à la grenade et au pistolet mitrailleur l'ensemble des postes du XIIIe et du XIVe. Une poursuite digne des meilleurs westerns s'engage. Deux membres du F.L.N. se sauvent par le métro. Le conducteur de la rame suivante est un homme aux réflexes rapides. Comprenant que la vitesse prime tout, il embarque les « policiers » en tête du train et se lance à la poursuite de la rame où étaient montés les fellaghas. De station en station, les deux rames se suivant à la queue leu leu, nos « policiers » observaient les voyageurs qui débarquaient. Quand ils reconnurent, enfin, leurs agresseurs, ils sautèrent de la motrice pour partir, revolver au poing, à leur poursuite.

Le courageux machiniste reçut une lettre de félicitations... après avoir échappé de peu au licenciement pour initiative abusive.

Ce furent les débuts d'hostilités ouvertes entre la F.P.A., ou ce que l'on appela désormais « les harkis », et la Fédération de France du F.L.N. Elles allèrent *crescendo* jusqu'à la fin de 1961, donnant lieu parfois à de véritables engagements militaires dans les rues de Paris.

Un lieutenant de spahis fut le troisième cavalier à l'état-major de cette unité bizarre qui démantelait à elle seule l'organisation métropolitaine du F.L.N. Il commanda pendant plus d'un an la compagnie du IIIe arrondissement. Quant au capitaine M..., il s'installa dans le fief redouté que constituait, dans le XVIIIe arrondissement, le quartier de la Goutte-d'Or avec le lieutenant R... comme officier de renseignements.

La Goutte-d'Or, c'était plus une « médina » qu'une circonscription de la Seine : quiconque s'y aventurait à pied risquait fort de ne pas en ressortir indemne.

La 1re compagnie de la F.P.A. y réédita le scénario qui lui avait si bien réussi dans le XIIIe arrondissement. La réaction fut aussi rapide que brutale. Des commandos, en voiture et à pied, attaquèrent l'ensemble des patrouilles et des postes. La riposte était difficile quand on pense à ce que sont les rues de Paris vers 19 heures.

◀ **La voiture du commandant d'unité, mitraillée à bout portant par les gars de l'O.S. : 142 impacts de balle.**

Par une nuit d'octobre

En même temps, tout était mis en œuvre pour semer la confusion et l'inquiétude chez l'ennemi : fausses indiscrétions, faux documents, responsables du F.L.N. arrêtés, relâchés à la vue de tous pour faire naître le doute sur leur fidélité, harkis venant rançonner les commerçants pour se faire passer pour des membres de l'O.S., etc.

L'espionnite gagna les rangs du F.L.N., qui prit pour des harkis ses meilleurs militants...

La F.P.A. était partout — trois semaines dans tel bidonville, quinze jours dans telle banlieue lépreuse, à Pigalle, où elle poursuivait les proxénètes musulmans, perquisitionnant dans les lieux les plus insolites à la recherche de dépôts d'armes.

Les suspects F.L.N. se voyaient fixer par téléphone, et en kabyle, des rendez-vous avec des chefs démasqués... Quand ils y allaient, ils étaient aussitôt arrêtés.

A la fin de 1961, toutes les mesures de défense adoptées par le F.L.N. étaient connues dès qu'elles avaient été décidées. Une nuit d'octobre, une douzaine de caches d'armes furent récupérées par des harkis se faisant passer pour des membres du F.L.N. envoyés pour mettre ces armes à l'abri... en raison de l'activité des harkis.

Cette guerre secrète n'empêcha pas, hélas! des fusillades entre l'O.S. et nos partisans. On relève ainsi 142 impacts de balles dans la voiture de service du commandant d'unité. Le lieutenant de spahis C..., commandant la compagnie du XIIIe échappe de peu à une rafale qui coupe en deux ses deux voisins les plus proches. Le lieutenant R... est blessé. Le capitaine M... ne doit qu'à sa *baraka* de sortir indemne d'attentats qui auraient dû lui réserver une fin que l'on qualifie, généralement, de glorieuse... Quant aux harkis de Paris, leurs vingt-quatre morts et leurs soixante-sept blessés, en moins d'une année, en plein Paris, témoignent suffisamment de leur courage et de leur indéniable fidélité dans une bataille insolite et particulièrement difficile. H

D'après Pierre de ROUJOUX

ALGÉRIE

◄ C'était le temps où Ortiz croyait pouvoir chasser de Gaulle de l'Élysée ou du moins l'obliger à changer radicalement sa politique algérienne. Mais de Gaulle n'était ni Mollet ni Gaillard.

Tremsal



Baron



Baron

Ci-dessus : le rendez-vous des étudiants d'Alger, l'« Otomatic », fief de Lagaillarde qui s'y promenait en treillis bariolé de parachutiste pour recruter ses troupes.

Ci-contre : le boulevard Laferrière, qui a connu la chaude fraternité du coude à coude lors des grandes manifestations algéroises, mais aussi le reflux de la foule du 24 janvier 1960.

ALGER. Février 1960. La rue Charles-Péguy a été rendue à la circulation et les facultés aux étudiants. Les cafés et les brasseries au nom tristement célèbre, comme l' « Otomatic » et le « Coq-Hardi », ont rouvert leurs portes aux consommateurs.

Les services municipaux ont battu des records de vitesse pour replanter un décor de paix. Un bulldozer a balayé les barricades, puis la chaussée a été repavée et bitumée ; les grilles de protection des arbres et les panneaux ont été remis en place, les trottoirs débarrassés de tout ce qui rappelait la présence d'hommes armés et la plupart du temps désœuvrés : bouteilles de bière vides, boîtes de conserve, vieux journaux. La plupart des magasins, cependant, attendent une nouvelle vitrine pour remplacer celle qui a été brisée involontairement ou volontairement. Quel que soit le cas, les commerçants dressent l'inventaire de articles disparus. Le dernier des 450 ex-insurgés sitôt embarqué dans l'un des vingt-deux camions militaires à destination du camp du 1er régiment étranger de parachutistes de Zéralda, l'armée a pris possession de ce qui fut, pendant une semaine historique et tragique, le fameux camp retranché, l'Alcazar des desperados de l'Algérie française. Des soldats du contingent et des détachements à béret vert de la 13e demi-brigade de légion étrangère — celle de Bir-Hakeim — ont passé au peigne fin l'immeuble de la Compagnie Algérienne et les facultés. Ils ont été précédés de démineurs munis des fameuses « poêles à frire ». Le bilan de cette opération « nettoyage » : un millier d'armes individuelles, cinq fusils mitrailleurs, des tonnes de vivres, de rations militaires, de couvertures, des stocks de cocktails Molotov et de plastic, une masse de documents saisis dans le P.C. d'Ortiz. On ne retrouvera pas le millier de fusils et de mitraillettes enlevés au magasin d'armes des U.T.

Maintenant, rue Charles-Péguy il ne reste rien. Rien sinon l'amertume que partagent tous les Européens d'Alger au lendemain de cette épouvantable épreuve de force contre le pouvoir. Délivrée de l'angoisse, la ville se retrouve brisée, anéantie, sans ressort, après un accès de fièvre qui l'a plongée dans le délire. Les Algérois ont repris leurs occupations professionnelles comme des automates. Le temps gris et pluvieux ajoute encore à la tristesse générale.

Sans vouloir l'avouer ouvertement, surtout pas aux très nombreux journalistes étrangers qui essayent de la sonder pour connaître ses réactions, la population sait très bien que cette fois, c'en est fini des espoirs de l'Algérie française. Moribond depuis le discours du 16 septembre 1959 sur l'autodétermination, l'esprit du 13 Mai est mort. Il est tombé sur les barricades, avec les Hernandez, face à d'autres Français en uniforme de la gendarmerie mobile, qui sont morts eux aussi pour le même drapeau.

Il n'y a que les inconscients, les derniers exaltés, pour croire à un miracle. A Bab-el-Oued, cette citadelle qui s'est

LES ILLUSIONS PERDUES

Cette fois, c'est la fin. Le dernier des insurgés ▶ a été embarqué dans un camion militaire à destination du camp du 1er R.E.P. de Zéralda. Et l'armée a pris possession du « P.C. Ortiz ».



ECPA

enfermée dans le deuil et la douleur, des rumeurs insensées circulent dans les cafés où l'anisette n'a plus le même goût qu'avant : « Ortiz n'est pas loin. Il se « planque » près d'Alger. Il va revenir... »

Mais même si Joseph Ortiz avait le pouvoir de reparaître à Alger sans être inquiété, que pourrait-il faire désormais? Il serait seul. Tous les autres chefs activistes sont arrêtés ou en fuite. Pierre Lagaillarde, Susini, Ronda, le Dr Pérez méditent à la Santé sur les illusions perdues. Michel Féchoz, l'homme du coup de bazooka contre Salan, qui a été l'officier du 2e bureau dans le camp retranché, côté Lagaillarde, est en fuite. En fuite également Jacques Laquière, Me Meningaud, Robert Martel, le chouan de la Mitidja, qui a laissé le drapeau de son « M.P. 13 » brodé d'un Sacré-Cœur enroulé comme une écharpe autour du cou de la statue de Jeanne d'Arc, entre la grande poste et la rue Charles-Péguy.

En fait, si les pieds-noirs ont pu croire un instant, l'espace d'une fusillade fratricide suivie de quelques jours d'euphorie, que Paris pouvait céder devant la force, le 29 janvier au soir le chef de l'État leur a enlevé d'un seul coup tout espoir d'un retour en arrière sur le plan politique.

Deux barricades au cœur de la ville

Son allocution radiotélévisée n'a, pour une fois, laissé planer aucune ambiguïté sur ses intentions et sa détermination de ramener les insurgés à la raison de gré ou de force. D'entrée de jeu, le général de Gaulle, qui avait revêtu sa tenue de général de brigade, a commencé par donner cet avertissement aux militaires :

« Écoutez-moi bien. En présence de l'insurrection d'Alger et au milieu de l'agitation parvenue au paroxysme, le délégué général, M. Paul Delouvrier, qui est la France en Algérie, et le commandant en chef ont pu, sous leur seule responsabilité, ne pas vouloir déchaîner d'eux-mêmes une bataille rangée. Mais aucun soldat ne doit, sous peine de faute grave, s'associer à aucun moment, même passivement, à l'insurrection. En fin de compte, l'ordre public devra être rétabli. Les moyens à employer pour que force reste à la loi pourront être de diverses sortes, mais votre devoir est d'y parvenir! J'en ai donné, j'en donne l'ordre. »

Le chef de l'État avait enchaîné :

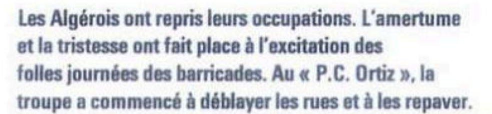
« Eh bien, mon cher et vieux pays,

ECPA



ECPA





Les Algérois ont repris leurs occupations. L'amertume et la tristesse ont fait place à l'excitation des folles journées des barricades. Au « P.C. Ortiz », la troupe a commencé à déblayer les rues et à les repaver.

nous voici donc ensemble, encore une fois, face à une lourde épreuve. Tandis que les coupables, qui rêvent d'être des usurpateurs, se donnent pour prétexte la décision que j'ai arrêtée au sujet de l'Algérie, qu'on sache partout, qu'on sache bien que je n'y reviendrai pas. »

Fermez le ban! Furieux, ce soir-là, les Algérois avaient fermé leur poste de radio ou de télévision d'un geste sec avant *la Marseillaise* finale. Dans son P.C., Joseph Ortiz, qui se croyait le maître d'Alger, avait probablement réalisé qu'il faudrait plus qu'un 6 Février et un 13 Mai réunis et que deux barricades dressées au cœur de la ville avec deux mille hommes armés pour faire échec à la politique algérienne du président de la République. Pour les colonels engagés dans cette aventure, ce discours avait sonné le glas de tout espoir de voir de Gaulle proclamer une nouvelle fois l'Algérie française.

Ces mêmes officiers, que ressentent-ils au lendemain des barricades, après cette semaine au cours de laquelle l'armée a failli se séparer de la nation? Les grandes opérations lancées par le général Challe et

(Suite page 2296)



La Grande Kabylie : une contrée sauvage, aux sommets hardis, une terre aride que les fellahs cultivent avec persévérance...



sous la pluie, la capitale de l'Algérie ne réagit pas, ne réagit plus : elle a été

(Suite de la page 2293)

qui sont couronnées d'un indéniable succès ont été momentanément interrompues par l'envoi d'un bon nombre d'unités d'élite à Alger. Elles vont reprendre, mais très vite, le commandant en chef s'apercevra d'un malaise. Déjà, au lendemain du discours du 16 septembre, l'armée avait été prise d'un doute sur sa véritable mission en Algérie. Cette fois, c'est un véritable drame de conscience pour la majorité des jeunes officiers qui se sont donnés corps et âme à la francisation.

L'armée, cette mal-aimée

Dans un long rapport sur l'état d'esprit de l'armée après les barricades, le colonel Laure, commandant le secteur de Bône, écrit notamment pour expliquer « comment l'armée, par désenchantements successifs, a été progressivement atteinte dans son moral au point de devenir un grand corps malade avec des membres atones et d'autres membres chargés d'un excès d'influx nerveux » :

« 1) L'affaire de Suez, préparée dans la fièvre et poussée jusqu'au bord du succès, a été arrêtée net par une intervention américaine. L'armée d'Algérie reprend obscurément sa tâche mais elle mesure à leur vraie valeur les chances perdues;

» 2) Le 13 mai 1958 suscite à nouveau d'immenses espérances : avec des institutions nouvelles, et le général de Gaulle à sa tête, elle pourra donner une impulsion nouvelle à la lutte contre la rébellion, faire cesser les ingérences tunisiennes ou marocaines, mettre un terme au chantage de l'O.N.U., rallier les masses musulmanes à la France. Le pays cherchait un Clemenceau, désormais il l'a;

» 3) L'année 1959 est, pour l'armée d'Algérie, l'année des désillusions. Pour reconquérir sa pleine liberté d'action, le général de Gaulle fait disparaître de la scène les hommes du 13 Mai et accorde des faveurs particulières à des hommes d'opposition. L'armée sent confusément, à travers des déclarations officielles venant de haut mais chargées d'ambiguïté, que ses orientations ne correspondent plus exactement à celles du chef de l'État. Elle est à demi désavouée lors des élections municipales. Reproche lui est fait, une nouvelle fois, de n'avoir pas encouragé la montée d'une troisième force. Le malentendu devient plus aigu. Les cadres ont le sentiment que « rien n'est changé » et que la guerre peu à peu est pourrie;

» 4) La déclaration du 16 septembre aggrave le malaise. Objectivement, les cadres reconnaissent que cette prise de position offre de sérieux avantages sur le plan diplomatique mais ils redoutent que l'action de pacification ne s'en trouve contrariée. La politique du libre choix ne peut qu'inciter les musulmans jusque-là fidèles à prendre des contre-assurances. Certains officiers qui, sur la foi de déclarations venues de haut, ont pleinement engagé les musulmans à leurs côtés en leur présentant comme acquise l'union de la France et de l'Algérie craignent d'avoir accompli une mauvaise action. Au lieu d'exercer une influence apaisante, les services d'information jettent de l'huile sur le feu : ils prennent plaisir à souligner que les préférences du chef de l'État vont à telle solution et celles de l'armée à telle autre. De plus en plus, les cadres se persuadent que le général de Gaulle est acquis à une solution libérale et que seuls comptent vraiment, dans son entourage, les adversaires irréductibles d'une Algérie française. »

Évoquant les derniers événements d'Alger, le colonel Laure, qui est un officier traditionnel, note :

« L'insurrection d'Alger est néanmoins une surprise pour beaucoup de cadres. Dans la mesure où elle est une protestation contre les ambiguïtés ou les lacunes de l'action gouvernementale en Algérie et dans la mesure où s'affirme la volonté d'une communauté nationale de rester française, cette insurrection bénéficie initialement de la sympathie d'une grande partie des cadres. Peu d'entre eux, dans ses débuts, se sentent prêts à la critiquer : « Affaire déplorable, entend-on, mais » Paris l'a bien cherché. Au moins com- » prendra-t-il ? »

» Et cette phrase marque bien pour les militaires les limites de l'entreprise. L'armée ne peut y être entraînée d'une façon ou d'une autre. L'abcès se videra de lui-même.

» En conclusion, écrit plus loin le colonel Laure, le malaise de l'armée est profond. Il ne date pas d'hier. Et l'Algérie


ECPA

En face de la grande poste, la troupe travaille avec diligence.


ECPA

Le para, la vieille dame et les pigeons. La paix...


Dalmas

Dans les cafés, les gens s'étaient massés pour écouter l'allocution de De Gaulle, le cœur étreint par l'angoisse.

n'en est pas la seule cause. Le sentiment d'appartenir à une catégorie déclassée de la nation, bonne pour tous les sacrifices et sans défense contre les critiques et les injures; la certitude qu'elle a désormais d'être toujours placée dans des situations politiques inextricables et d'être rarement comprise, tout cela explique que beaucoup de cadres parlent et projettent de mettre un terme à leur carrière militaire.

» L'affaire d'Algérie pouvait être l'occasion d'une résurrection. L'armée l'a crue possible. Aussi s'est-elle engagée de toutes ses forces dans une voie, la seule qui correspondît vraiment à sa vocation d'armée française : maintenir des populations françaises dans une communauté française. Elle y a été encouragée par tous ses chefs jusqu'au 24 janvier, bien qu'un doute eût plané, depuis le 13 Mai, sur les voies qu'entendait suivre le chef de l'État. Il ne tenait qu'à celui-ci de la remettre en temps utile sur le bon rail en affirmant clairement les intentions de la France. Jamais, en fait, l'armée n'a su quelle était exactement sa mission et quelles en étaient les limites. Le terme de pacification recouvrait, dans le contexte d'une guerre révolutionnaire, un ensemble d'actions militaires et politiques; il convenait — si on voulait éviter des ingérences politiques de la part de l'armée — de lui tracer son rôle de façon précise et non en termes trop généraux.

« La bande à Ferhat »

» L'armée a, aujourd'hui, l'impression pénible qu'on s'est servi d'elle. Le désaveu public qui lui est infligé lui paraît immérité. Que ce désaveu vienne du chef des armées en même temps que du chef de l'État la blesse cruellement.

» Les cadres sont inquiets. Ils se savent mêlés pour longtemps encore à l'affaire algérienne sans pouvoir en être désormais les éléments moteurs et sans qu'ils puissent être complètement dissociés de l'entreprise politique car ils sont les seuls à vivre au contact d'une population qui les considère comme des guides. Plus que jamais ils voudraient être éclairés et orientés.

» L'unité de l'armée ne se brisera pas sur l'écueil de l'Algérie, mais son effritement moral pourrait bien être la conséquence d'un échec en Algérie. Et, par échec, nous entendons toute formule hybride ou provisoire qui donnerait à l'armée le sentiment d'avoir combattu en vain une nouvelle fois. »

Écrite au lendemain des barricades, en février 1960, cette analyse froide et lucide du colonel Laure, qui a traité de l'évolution de l'armée dans *le Figaro* sous la signature collective de « Milites », a un certain retentissement. Elle est d'autant plus remarquable qu'elle émane d'un chef militaire qui n'a rien d'un révolutionnaire ni d'un passionné. Parvient-elle jusqu'au chef de l'État? Il est impossible de l'affirmer. Toujours est-il que, début mars, le général de Gaulle entreprend en Algérie une nouvelle « tournée des popotes » en évitant les villes et les centres. Pierre Messmer, le nouveau ministre des Armées, l'accompagne dans ce voyage, qu'il fera presque exclusivement en hélicoptère.

Manifestement, après la terrible secousse de la fin de janvier, le président de la République tente de regonfler le moral des cadres. Il semble ne plus tellement croire à la « paix des braves » ni à un cessez-le-feu et il répète à ses interlocuteurs :

« Il faut que le succès des armes en Algérie soit incontestable. Si les rebelles déposent les armes, l'armée les prendra. Mais je n'y crois pas. Alors, il faut que l'armée aille les chercher. »

Le général de Gaulle parle même avec un certain mépris de « la bande à Ferhat Abbas ». Certains officiers n'en croient pas leurs oreilles.

Mais le troisième jour de sa tournée, à Azziz, petit village de la Kabylie constantinoise, il annonce à la population qu'il a fait rassembler autour de lui : « L'Algérie sera algérienne! »

C'est l'acte de décès officiel de l'Algérie française qu'il a proclamée, dix-neuf mois plus tôt, sur le Forum d'Alger.

Un Forum bien désert sous la petite pluie fine et glaciale de février 1960. La capitale de l'Algérie, l'orgueilleuse et bouillante cité, ne réagit pas, ne réagit plus. Elle a été « sonnée » pour le compte. Quand elle se relèvera de ce k.o. douloureux, ce sera pour connaître et subir de nouvelles et déchirantes épreuves de son chemin de croix... H

Francis ATTARD



ECPA

Port-Saïd. L'affaire de Suez : pour l'armée, arrêtée au bord du succès, un sentiment de terrible frustration.



Camus/Paris-Match

13 mai 1958 : pour l'armée d'Algérie, de formidables espérances.


Pradier/Dalmas

Les barricades : une bienveillante neutralité.

LES AMBIGUITÉS DE L'ÉLYSÉE


E.C.P.A.

Sauer/Paris-Match



Ben Khedda : lors du congrès tenu par le C.N.R.A. à Tripoli, il se fait le censeur de Belkacem Krim et de Ferhat Abbas, reprochant au premier l'échec flagrant de l'Armée de libération nationale et au second, son modérantisme invétéré, de toujours.

◄ Le 5 février intervient l'exclusion de Jacques Soustelle du gouvernement. Le secrétariat de l'U.N.R., trois jours plus tard, communiquera que Soustelle, du même coup, cesse d'appartenir au Comité central de l'U.N.R.



Coll. particulière


Coll. particulière

DANS la ligne de la nouvelle politique algérienne du gouvernement, la liquidation des barricades devrait logiquement accélérer le dénouement de l'affaire algérienne.

Les pieds-noirs ont été matés, l'armée rappelée à son devoir d'état : l'obéissance ; en métropole, le Parlement s'est tu ; un seul ministre, Soustelle, a ouvertement réagi ; quant à l'opinion publique, malgré les clameurs des partisans de l'abandon, le gouvernement de la Vᵉ République n'ayant pas cherché, plus que ses prédécesseurs, à la passionner pour une Algérie indissolublement liée à la France, elle n'a pas beaucoup bougé ! Bien que l'insurrection ait été dénoncée comme une entreprise fasciste, les syndicats n'organiseront qu'une grève, symbolique, d'une heure, pour le 2 février : une récréation !

Rien ne s'oppose donc à une nouvelle ouverture en direction de la paix...

Le G.P.R.A. ne s'y trompe pas. Le 18 février, par un émissaire secret — il n'en manque pas —, il fait tenir à l'Elysée un projet de négociation portant sur les garanties politiques qui seraient accordées aux membres du F.L.N., dans l'éventualité d'un cessez-le-feu, et sur les conditions du déroulement d'une future consultation populaire. Il exige non seulement de prendre part, sur place, à la campagne politique que suppose l'autodétermination, mais il réclame encore du général de Gaulle la reconnaissance préalable d'un Etat algérien authentique, incarné par le seul G.P.R.A.

Les populations musulmanes n'ont pas bougé ; comme la population européenne, elles aspirent à la paix, mais à une paix passant par la France, le G.P.R.A. les ayant déçues en rejetant les offres successives du général de Gaulle, quelle qu'en ait été la formulation. Les maquis, éprouvés par les coups de boutoir du plan Challe, s'accommoderaient volontiers d'une fin des combats, comme les jours prochains vont le démontrer, sans remettre en cause le principe de la présence de la France en Algérie.

Toutes les conditions sont donc réunies pour mettre un terme aux « combats stériles qui se traînent », mais comment céder aux exigences du G.P.R.A. sans contredire le principe même, proclamé avec tant de hauteur, du droit du peuple algérien à l'autodétermination ?

Le dessous de l'iceberg

En ce début de l'année 1960, le problème algérien n'est que l'un des composants de la politique gaullienne. Les bilans proclamés, les intentions étalées, les exégèses tolérées, voire suggérées, forment la partie émergée d'un iceberg profondément enfoncé dans les eaux de la politique internationale... et nationale.

Le 30 août 1959, sur l'Akfadou, le général de Gaulle n'a-t-il pas évoqué lui-même la « conjoncture internationale presque entièrement contre nous » et la « patience de l'opinion de la France », une patience qui, sous-entendu, pourrait se lasser.

Sur le plan international, l'Algérie n'échappe pas à la surenchère démagogique américano-soviétique : une Algérie indépendante se placera fatalement, espèrent Soviétiques et Américains, sur l'une ou l'autre des deux orbites qui se partagent en ce moment les affaires du monde.

Or, cette fatalité, de Gaulle refuse de l'admettre.

Le 24 septembre 1958, à peine tient-il les rênes du pouvoir, qu'il écrit aux Américains : « Nous estimons n'être engagés par aucune mesure concernant l'Europe ni par aucune grave disposition concernant d'autres parties du monde dont nous n'aurions pas eu à délibérer dans les mêmes conditions que ceux qui les ont prises. »

C'est le premier coin enfoncé par de Gaulle entre les deux blocs.



◄ La seconde conférence des peuples africains, qui se tint à Tunis du 24 au 30 janvier. Sur le conflit algérien, la prise de position des États de la Communauté sera très en retrait sur celle des autres États africains.



Une session de la conférence de Tunis. L'attention portée sur le plan mondial aux problèmes africains ainsi que l'importance de l'Afrique d'expression française, dès son entrée sur la scène internationale, illustrent parfaitement la formule : « 1960, année de l'Afrique. »

Rallier le tiers monde et s'en faire le porte-parole dans le refus d'un monde bipolaire est une des idées maîtresses de la politique du général. Mais la clientèle est déjà très sollicitée.

A l'extrémité de l'Asie, là où le soleil se lève de plus en plus rouge, Mao Tsé Toung s'est profondément indigné du révisionnisme soviétique annoncé par le rapport secret de Khrouchtchev dénonçant, le 24 février 1956, devant le XX[e] congrès du parti communiste, les erreurs et les fautes du stalinisme. La Chine, depuis, s'efforce de prendre la tête de l'anticolonialisme et de l'antiracisme dans le tiers monde, toujours sensible à ces thèmes.

Il n'est pas jusqu'au Vatican, fort d'un prestige spirituel, qui, débordant la chrétienté mais oublieux des services rendus au christianisme par l'expansion coloniale de la France, ne prenne aussi ses distances avec celle-ci dans l'affaire algérienne.

Dans le rôle mondial que de Gaulle imagine pour la France, l'affaire algérienne est un boulet. Elle hypothèque lourdement la politique d'ouverture sur les pays tiers où, déjà, quatorze Etats, dont — échec diplomatique cuisant — le « fidèle et francophile » Liban, ont reconnu officiellement la représentativité du G.P.R.A. Après la conférence de Monrovia, celle que viennent de tenir à Tunis les Etats africains dans la semaine du 24 au 30 janvier 1960, passée presque inaperçue, éclipsée par le tohu-bohu des barricades, a vigoureusement dénoncé l'attitude de la France en Algérie.

Enfin, dans l'œuvre d'émancipation politique (1) qui s'ébauche en Afrique noire française, où, affirme-t-on à présent, le *oui* au référendum du 28 septembre 1958 a été plus un blanc-seing à de Gaulle que l'approbation d'une Constitution communautaire, la guerre d'Algérie gêne les négociations qui s'ouvrent soit officieusement, soit officiellement comme celle avec le Mali annoncée par le président de la République le 13 décembre 1959 à Dakar. Le 2 décembre 1959, le colonel Ramanantsoa (2) me dira : « Il faut mettre un terme à l'affaire algérienne, d'une manière ou d'une autre, car sa poursuite rend difficile la position des Africains, amis sincères de la France, et favorise les surenchères des politiciens. De Gaulle, bientôt, n'aura plus devant lui, que des maîtres chanteurs. »

Le général de Gaulle lâche du lest

Sur le plan national, de Gaulle a joui, jusqu'ici, d'une opposition complaisante qui, malgré les apparences, a accepté son retour au pouvoir en nourrissant le secret espoir que le général réglerait le problème algérien par un abandon que, Mendès-France, Edgar Faure ou Guy Mollet au pouvoir, elle n'a pas osé. L'Elysée met d'ailleurs régulièrement les leaders de l'opposition socialiste et radicale socialiste au courant de ses projets et de ses efforts en faveur d'une solution politique négociée.

Mais l'opposition, avec le temps qui passe, voit se fortifier un pouvoir, présidentiel de toute évidence, où l'influence des partis s'amenuisera. Pour écourter le règne du général de Gaulle, il faut donc hâter le dénouement de l'affaire algérienne. Et l'opposition de réclamer à cor et à cri, avec l'accentuation du virage politique, la mise au pas « des amis, des artisans, des complices de ceux qui déclenchèrent la révolte algéroise ».

De Gaulle lâche du lest, le général Crépin, un gaulliste au-dessus de tout soupçon, remplacera Challe ; des généraux et des colonels contestataires — ou réputés tels — sont mutés, ainsi que de nombreux fonctionnaires de police ; on supprime les unités territoriales, cette garde nationale qui a mal tourné ; on « réoriente » la Sécurité militaire ; on désigne un nouveau directeur des affaires politiques à la Délégation générale ; le 5[e] bureau, dont l'action gêne tant le F.L.N., est dissous et ses missions sont réparties : ses activités de propagande relèveront à l'avenir du délégué général.

En dépit de la loi sur l'inamovibilité des magistrats, on mute hors d'Algérie ceux d'entre eux suspects d'être trop ►

(1) Qui préserverait, espère-t-on, les intérêts économiques essentiels : ceux des grandes sociétés.

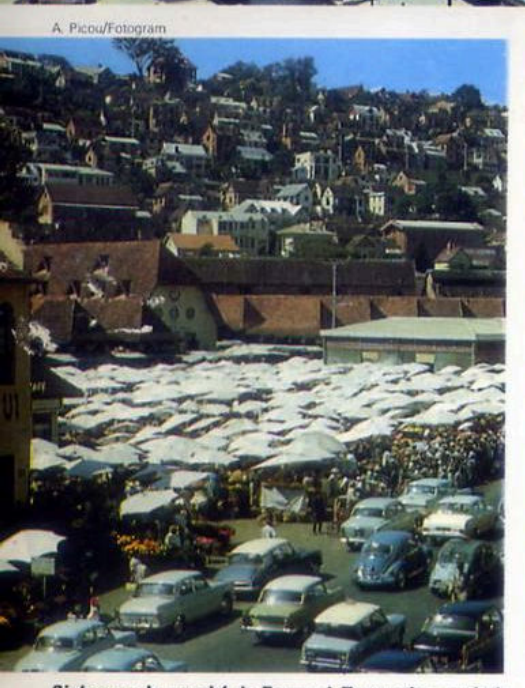
(2) Aujourd'hui général et chef de l'Etat malgache.

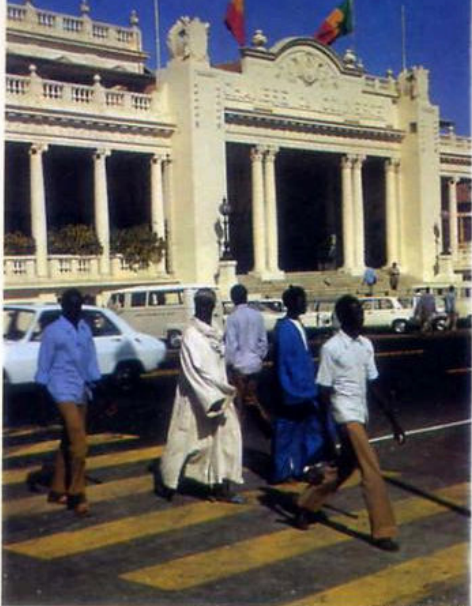
le musulman qui entre dans un camp d'internement en tant que simpl



A. Picou/Fotogram — Coll. particulière

◄ **La place des Canons à Beyrouth, capitale du Liban. Depuis le XVIIIe siècle, le Liban est toujours resté très ouvert à la civilisation française. En reconnaissant le G.P.R.A., il portait un coup dur à la France.**





G. Mandery-Cedri

◄ **Place de l'Indépendance à Dakar, au Sénégal. Lors de son admission à l'O.N.U., le chef de la délégation sénégalaise, Doudou Thiam, rendra un vibrant hommage à l'action de la France en Afrique noire.**

Ci-dessus : **le marché de Zouma à Tananarive, capitale de Madagascar. Une action persévérante menée par le gouvernement malgache tout au long de l'année 1959 obligera le gouvernement français à accepter une évolution de la Communauté vers l'indépendance totale.** ***Ci-dessous :*** **le colonel Ramanantsoa : « Mettre un terme à l'affaire algérienne pour faciliter la position des Africains. »**



Keystone

sensibles à l'ambiance locale pour les remplacer par des juges métropolitains qu'on espère plus dociles aux ordres du pouvoir et plus compréhensifs à l'égard des fellaghas. On éprouvera à ce sujet quelques déceptions ! Le barreau d'Alger, dans son entier, pour manifester contre ces mesures et contre la présence d'Edmond Michelet à la séance, boycottera la cérémonie inaugurale de la Cour d'Alger, le 9 février 1960.

Toutes ces mesures, c'est le coup de sabre à droite.

Mais, pendant que l'affaire algérienne développe ses méandres, de Gaulle songe aussi à consolider les nouvelles structures constitutionnelles qui doivent, à échéance, transformer la vie politique française et mettre un terme définitif au régime des partis. Ceux-ci ne sont pas aussi déconsidérés qu'on se plaît à le souligner à tout propos et plongent en tout cas, dans l'appareil de l'Etat, par des racines profondes qu'on ne peut trancher brutalement. Débarrasser les allées du pouvoir des séquelles des partis est une œuvre de longue haleine ; il y faut du temps, ce temps que l'affaire algérienne permet précisément de gagner, personne ne se souciant vraiment, tant qu'elle dure, de prendre la succession. Le haut fonctionnaire qui suit, à l'Elysée, la politique algérienne, Bernard Tricot, se trouve être également chargé de tout ce qui touche à la Constitution, à la justice, à l'administration.

Reculera-t-on le règlement du problème algérien pour permettre l'affermissement de la Ve République ?

C'est dans les premiers jours de mars 1960, une nouvelle « tournée des popotes » où, en dépit des interprétations intéressées de l'époque (et d'aujourd'hui), le général de Gaulle multiplie devant ses auditeurs — non seulement des militaires, mais aussi des centaines de notables musulmans convoqués par la Délégation générale — des assurances péremptoires : « La France restera en Algérie, j'en réponds », « L'indépendance est une plaisanterie... D'ailleurs, le règlement ne pourra être abordé qu'après une victoire militaire complète... »

Cette tournée intervient après que Pierre Messmer eut, début février, confirmé aux officiers de l'état-major interarmées que « la mission de l'armée est de conserver l'Algérie française » et


Tesseyre/Paris-Match



(A gauche) **Mendès-France : toujours pour une politique d'indépendance.** ***(A droite)*** **Guy Mollet : troublé par les propos tenus par le général de Gaulle lors de sa « tournée des popotes », il émettra des doutes sur leur authenticité.** ***(Extrême droite)*** **Edgar Faure : en faveur d'une Algérie algérienne.**


Dalmas

◀ Le général Crépin : dans la soirée du 22 janvier, on apprenait que le général Massu ne rentrerait pas à Alger et qu'il était remplacé par Crépin. Et ce fut l'épreuve de force.

après les instructions du général de Gaulle « de se concentrer sur l'action opérationnelle entreprise » sans pour autant soustraire l'armée aux tâches de pacification qu'on lui avait attribuées et qui, naturellement, entraînèrent, *nolens volens,* des options politiques.

Après le désenchantement des barricades, les propos du président de la République relancent l'action militaire... et l'espérance renaît dans les cœurs désespérés : le pouvoir n'exclut pas, le calme revenu, une solution favorable à une Algérie française ou associée à la France... La mission de l'armée n'est pas vidée de son contenu : des hommes ne mourront pas pour rien...

Et la guerre repart, entre le F.L.N. et l'armée française : un F.L.N. où la tendance « dure » vient de triompher au congrès tenu en janvier à Tripoli par le Comité national de la révolution algérienne et qui consacre l'autorité du triumvirat Krim Belkacem, Boussouf et Ben Tobbal en renvoyant les politiques, Ferhat Abbas, Francis... à la figuration intelligente ; un F.L.N. qui sait ce qu'il veut : l'indépendance, et une armée française où le plus ignare des soldats sait parfaitement que, malgré une amélioration substantielle de la situation militaire... et politique, en raison même du retour à une meilleure sécurité, l'écrasement de la rébellion ne réglera pas définitivement un problème qui restera entier tant que les habitants de ce pays auront motif de se plaindre de leur sort.

De Gaulle. Son succès auprès des musulmans est intact. Ils ont plus confiance en lui que dans le G.P.R.A.


J.P. Biot/Paris-Match

Or aucune de ces réformes profondes et rapidement tangibles, qui apporteraient à la masse musulmane la certitude que la France entend demeurer en Algérie, n'a vraiment été entreprise. Les plans d'équipement, déjà étriqués et inadaptés, démarrent avec une lenteur décevante. Le pays, qui exigerait, du moins dans l'immédiat, un encadrement dense, compétent, reste sous-administré ; on ne parle même plus de la relève du personnel militaire des S.A.S. et des S.A.U. par du personnel civil. Les camps où sont internés les suspects sont devenus, sous l'égide du cabinet du délégué général, des séminaires d'endoctrinement F.L.N. : tel qui y entre simplement suspect, en sort rebelle convaincu et militant. Alors que de Gaulle a dit : « Le monde entier doit comprendre que ce que nous faisons ici, en Algérie, n'est pas une œuvre de domination ni de conquête », la propagande du F.L.N. n'est contrebattue qu'avec mollesse. La carence de la justice est responsable d'une justice parallèle, qui répugne à tout le monde...

Ambiguïté et palinodies

Une solution purement militaire ? A des Américains s'étonnant des lenteurs de l'armée française dans sa lutte contre la rébellion, Abdesselam, député, rétorquera qu'on pouvait évidemment clore la crise algérienne par l'extermination de tout ou partie de la population musulmane, à la manière dont d'autres pays civilisés avaient réglé le problème des indigènes ; il resterait quant à lui, quelle que fût l'issue de la lutte, profondément reconnaissant à la France de n'avoir pas ainsi traité ses coreligionnaires. La guerre d'Algérie se réinstalle dans l'ambiguïté et dans les palinodies. H

Général JACQUIN (C.R.)

A.F.P. — M. Descamps/Paris-Match



E.C.P.A.



Le général de Gaulle ▶ visite l'armée... et relance la guerre. « Il faut que le succès des armes en Algérie soit incontestable. Si les rebelles déposent les armes, l'armée les prendra mais je n'y crois pas. Alors il faut que l'armée aille les chercher. »



Marchadier

◀ **Poste 315, dans la région de Lamy, ancienne smala de spahis, à 3 km de la rive de l'oued el-Kébir. Peut-être que demain, un *djoundi* « rallié » se présentera l'arme à la main, à la porte du petit poste.**



Une image courante dans le bled : ces femmes courbées sous leur fardeau comme des mulets. Des femmes sans âge, prématurément vieillies. Des femmes résignées, acceptant tout de l'homme. ▶



◀ **Un fellah laboure sa terre. Une image d'un autre âge. En 1958, on comptait en Algérie environ 6 millions de musulmans « sous-développés » – c'est-à-dire ayant un revenu moyen annuel de 30 000 AF seulement.**

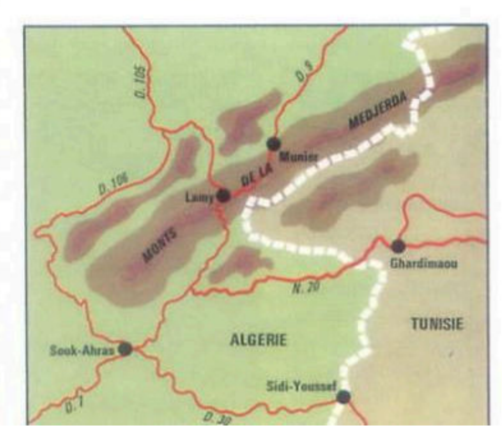
Technor/Bloch Lainé

CES GLORIEUX DIABLES ROUGES

CONSTRUIT en 1957, le barrage électrifié de la frontière tunisienne avait pour but de protéger la voie ferrée Bône-Tébessa et de créer un obstacle aux bandes rebelles. Fin 1958, il fut prolongé vers le sud, puis renforcé par des « bretelles » de freinage. En novembre 1959, le dernier tronçon est mis sous tension.

Le barrage comprend deux réseaux : l'un près de la frontière, l'autre un peu en arrière à quelques kilomètres; le long du premier, des postes et des blockhaus ont été aménagés, ainsi que des champs de mines, qui rendent difficile la pénétration en territoire algérien.

Depuis 1955, qui a vu l'arrivée au complet de la 2e D.I.M., les diables rouges («régiment du diable », nom donné par les Allemands aux glorieux poilus du 15.2, en Alsace, en 1914-1918) du 152e R.I.M. sont présents sur la frontière tunisienne et, depuis sa création, sur le barrage. Ils (régiment motorisé), l'artillerie et les radars; le génie, pour sa part, s'occupe de l'entretien du réseau et ses spécialistes veillent sur le poste électrique (alimentation du réseau et signalement des incidents ou coupures). Chaque unité, du régiment, cantonnée sur les pitons dominant la R.D. 9, défend un secteur kilométrique.



Dans un pays aride et sauvage, entouré d'une population primitive, méfiante et renfermée, la vie dans les unités est à la fois monotone et harassante; l'activité quotidienne est un éternel recommencement. L'homme est de service vingt-quatre heures sur vingt-quatre : combattant la nuit, il se retrouve bâtisseur le jour. Dès le retour au cantonnement, il doit se mettre à l'œuvre : construire ou consolider les blockhaus, les soutes à munitions, les protections diverses, empierrer les pistes, abattre des arbres, etc.

17 heures. Après une chaude journée, le repas du soir rapidement avalé, les sections se rassemblent en armes près des chers vieux half-tracks et des G.M.C. Chacun vérifie s'il n'a rien oublié : l'armement, bien sûr, mais aussi la toile de tente et la couverture, seul confort pour passer la nuit. Quelques minutes d'attente, comme le veut la tradition militaire et, après le retentissant « Embarquez » de l'adjudant de compagnie, la caravane de blindés s'étire sur la piste dans un nuage de poussière. Tout au long du barrage, les véhicules déposent les équipes à leur P.K.

L'installation s'effectue rapidement, chacun choisit son coin de terre battue, met son arme en batterie, le radio rend compte et la longue attente commence...



Marchadier

sous le contraste et l'effet grandiose du coucher de soleil, les visages scrutent l'horizon.

Que d'yeux ont regardé vers l'est, vers ce djebel tunisien, refuge des hors-la-loi ! Des noms singuliers, quelquefois célèbres, reviennent en mémoire : El-Ouldja; le Kef Habous; les mechtas Hanachir; le Statir; le djebel Dir; le djebel Oust; l'oued sans nom et, bien sûr, les « Trois-Pucelles », etc. Le jour, ces noms faisaient partie du décor, mais la nuit, ils prenaient une autre dimension : djebels mystérieux et hostiles, parcourus par un ennemi invisible, important aussi — l'effectif majeur de l'A.L.N., plus de vingt bataillons aux ordres de Boumediene, est stationné en territoire destourien. La nuit tombe, silencieuse et froide; nos pensées vont souvent à ceux des nôtres : la légion, les paras et le commando de chasse, qui, la nuit venue, tels des félins, se glissent derrière le barrage, dans le *no man's land* des rebelles, pour monter une embuscade quelque part à un carrefour de pistes. A ceux du Kef Lerba aussi, enfermés dans leur poste derrière les barbelés; demain, comme cela leur arrive parfois, ils découvriront peut-être, avec le petit jour, un rallié attendant patiemment à la porte, l'arme à la main. Heureuse surprise!...

L'odeur de la poudre

Nos regards se tournaient aussi vers le regroupement voisin, vers ces gourbis sans couleur et malodorants où logeaient, pêle-mêle, les familles et leurs animaux. Il n'était pas rare, malgré le couvre-feu, d'apercevoir des signaux lumineux destinés à ceux d'en face. Complicité? Non, le téléphone arabe est suffisant! Message d'amitié? Plus vraisemblable. Quelle famille n'avait pas un fils, un frère, ou un père dans les rangs de l'A.L.N.? Population primitive s'il en fut! Je me rappelle, à mon arrivée dans le bled, deux jours après avoir embarqué à Marseille, m'être demandé si je ne rêvais pas : au XXe siècle, à moins de deux heures d'avion de la métropole, découvrir un fellah labourant sa terre avec une vache squelettique traînant un simple morceau de bois et prenant bien soin d'éviter la multitude de pierres jonchant le sol! Je me souviens aussi de ces femmes sans âge, vieillies prématurément, revenant de ramasser du bois, telles des esclaves, courbées en deux sous le poids de leur fardeau, souvent accompagnées par un mâle stoïque, les mains dans les poches... Les moins indifférents d'entre nous ont essayé d'inverser les rôles (sous le regard méprisant des femmes résignées), mais le lendemain le même processus recommençait. On ne change pas si vite les méthodes d'un autre temps...

21 heures. Un ronronnement familier et lourd : la herse. Les E.B.R. de nos amis les spahis sillonnent la route tous feux éteints. Ils s'arrêtent. Nous entendons le grésillement des postes radio. R.A.S. Ils repartent plus loin et s'arrêtent de nouveau. Eux aussi attendent.

C'est samedi. Là-bas, de l'autre côté de la Méditerranée, il est l'heure d'aller danser. Combien sommes-nous à imaginer la silhouette gracieuse d'une fille ou d'une fiancée? Caresser ses cheveux blonds, serrer sa taille et entendre son rire merveilleux dans l'ambiance surchauffée. Mais voilà! Ici, c'est l'Algérie et ses « événements » et c'est surtout un jour comme un autre.

22 heures. C'est l'heure de la relève du *chouf* et du caoua. Le charme est rompu. Dans une complète obscurité, nos gestes sont précis et silencieux, le café encore chaud est apprécié de tous. Il faut revenir à la réalité. Viendront-ils ce soir? Depuis combien de temps attendons-nous une offensive générale? On dit qu'une attaque est imminente, que le F.L.N. voudrait frapper un grand coup. Battu à l'intérieur, une action spectaculaire renforcerait sa « diplomatie ». Le blockhaus tiendra-t-il? Ces quelques rondins de bois résisteront-ils à une roquette? A un 75 ou à un coup de mortier au but? Et s'il y a franchissement? La distance est longue d'un P.K. à l'autre; que ferions-nous à 5 ou 6 contre une horde de fellaghas sans même pouvoir nous replier? Enfin, nous verrons bien, nous sommes là pour cela, pour interdire tout franchissement.

R. Bail



Un jeune opérateur radar d'une unité de détection au sol.

22 h 30. Ils ne viendront pas! Le radar n'a pas signalé d'échos importants; dans toute la vallée, c'est le calme le plus complet, aucun indice, pas même une plainte de chacal; encore une heure et nous allons pouvoir dormir.

22 h 35. Une explosion éclaire la nuit! « Ils » sont là! D'un bond, nous sommes aux emplacements de combat, nous avons juste le temps d'apercevoir une ombre fugitive sous un nuage de tracts.

— Gris de gris 2, me recevez-vous? Parlez.

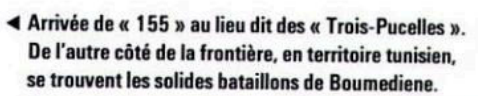
— Gris 2 de Gris, je vous reçois 5/5. A vous, Parlez.

— Gris de Gris 2, c'est pour nous. Mine éclairante dans réseau freinage face ▶

Marguerite Sy



◀ Ces « chers vieux half-tracks » vont déposer les équipes le long du barrage. Ici, pas d'opérations de police ni de contestations. Les hommes sont là pour faire la guerre aux *djounoud*, et cette guerre, ils la font bien, même si certains se demandent dans quel guêpier ils se trouvent et pour quelle raison ils s'y trouvent.


◄ **Arrivée de « 155 » au lieu dit des « Trois-Pucelles ». De l'autre côté de la frontière, en territoire tunisien, se trouvent les solides bataillons de Boumediene.**


Colliat


Colliat


Colliat

***Ci-contre :* cantonnement de la 5/152ᵉ R.I.M. à la cote 563. Au fond, on aperçoit la Tunisie. Ici, l'homme est de service vingt-quatre heures sur vingt-quatre. *En bas :* préparation d'un méchoui... entre deux opérations, deux harcèlements de routine. La détente...**

pourtant, ils combattent un ennemi qui a pour lui deux alliés : le terrain et la nuit...

à notre position. Livraison de tracts. Subissons tirs armes automatiques et mortiers, mais très au-dessus. Répondons par AA-52 et lance-grenades. Demandons appui de 120 sur Mechta, direction d'où partent les tirs en Charly Delta. A vous. Parlez.

— Gris 2 de Gris. Bien reçu. Continuez le feu. Affirmatif, envoyons 120. Restez en écoute permanente. Terminé.

Ce n'est pas que pour nous : en quelques secondes, le long ruban sinueux du barrage n'est plus qu'un embrasement; les tirs des traçantes se croisent comme des chapelets lumineux. Tous les postes subissent le harcèlement.

La première surprise passée, nos gorges serrées se détendent peu à peu; l'odeur de la poudre nous stimule, le tireur à la mitrailleuse AA-52 s'en donne à cœur joie, les bandes succèdent aux bandes, nous tirons au jugé vers les départs présumés et les points les plus névralgiques. Comment faire autrement, en face d'un ennemi invisible?

Les arrivées de 120 nous soulagent : nous ne sommes plus seuls. L'adjudant-chef a ajusté son tir d'une précision rassurante. La position d'appui, située à mi-chemin entre la base arrière et le réseau, fait feu de toutes ses armes; la quadruplée 12,7 et les 81 crachent sur leurs objectifs.

Les E.B.R. aussi sont entrés en action, nous entendons les départs bien caractéristiques. L'artillerie a fait de même, Le D.L.O. a donné ses instructions, 105 et 155 fusent de toutes parts. Les embranchements de pistes, les crêtes, les fonds d'oued, les mechtas en ruine, sont pilonnés sans répit. Pourtant, les rebelles tirent toujours, aidés dans leur action par leurs alliés : le terrain et la nuit.

En écoute permanente sur PP8, « Radio-Barrage » nous apprend par bribes : une coupure de barbelés proche de nous. Un E.B.R. a été touché, un P.K. a reçu un obus de mortier, des blessés en plusieurs points, des morts dans la population civile de Munier et de Lamy. Il arrive même que ceux d'en face captent notre chanel et se mêlent en langage clair à nos conversations, ce qui n'est pas pour nous déplaire. L'immense feu d'artifice en est à son point culminant. Pas de casse chez nous, mais nous tirons toujours.

Puis, sans même s'en rendre compte, c'est le calme! Aussi soudain que le déclenchement des hostilités, sauf quelques rafales sporadiques au loin; les fells ont décroché! Ils repartent là-bas vers Le Kef ou Ghardimaou. L'offensive générale sera pour une autre fois. Seulement un harcèlement de routine.

C'est au tour du phare qui, depuis le cantonnement, vient d'entrer en action. Cet impressionnant rayon de lumière balaie sur plusieurs kilomètres les pistes partant vers l'est afin de repérer les fuyards : de tous les blockhaus, les yeux sont fixés sur l'impact; à la jumelle, nous espérons « les voir », mais une fois de plus le terrain couvrira leur retraite.

Demain, une opération sera montée pour aller « aux résultats ». Elle découvrira des emplacements de tir, des tas de douilles, des pansements individuels, des flacons vides de doping, des traces de sang et, peut-être, des blessés graves que les « frères » n'ont pu emmener, nous laissant le soin de les évacuer par hélicoptère sur l'hôpital militaire de Bône.

2 heures. C'est l'heure des bilans : chacun met de l'ordre dans son matériel, le radio transmet le compte rendu. Pour nous : bilan négatif en pertes, nous souhaitons qu'il en soit de même pour les copains.

La tension nerveuse a fait place à la fatigue; les yeux rougis, cette fois, nous allons pouvoir dormir, laissant un *chouf* qui pourra méditer en toute tranquillité. Un dernier bruit trouble la nuit! C'est César, l'avion luciole, comme toujours fidèle à son rendez-vous.

Qu'un lit doit être doux! La quille, b...! Et le retour chez soi... 

Roger COLLIAT

QUAND LA LÉGION NOIE SES PEINES



Pagès/Paris-Match

Sikorsky et *Alouette* prêts à décoller. Au cours de la guerre d'Algérie, les paras ne sauteront que rarement en opération. La plupart du temps, ils sont amenés sur le terrain par des hélicoptères. L'héliportage permet une mise à pied d'œuvre très rapide des troupes.

MAI 1960. Une fois de plus, les légionnaires-parachutistes arpentaient les djebels du Constantinois. Leur base opérationnelle avancée (B.O.A.) était dans la région de Guelma où ils avaient acquis leurs plus beaux titres de gloire sous le colonel Jeanpierre, deux ans plus tôt.

La dernière en date des épreuves traversées par le régiment s'appelait les barricades. Pendant huit jours, les hommes du colonel Dufour étaient restés étroitement mêlés à la population européenne d'Alger. Chargés d'abord de s'interposer entre les gendarmes et elle, ils étaient demeurés jusqu'à la fin face à la grande barricade de la rue Charles-Péguy, promettant aux insurgés de ne pas les attaquer mais s'épuisant à contenir la foule surexcitée. Heures éprouvantes qui s'étaient terminées par une nouvelle défaite morale des partisans de l'Algérie française.

Cette semaine de janvier 1960, en éclairant les esprits, avait brisé les cœurs. Paris avait décidé de « lâcher » l'Algérie. Les raisons de se battre étaient mortes dans les contradictions de la politique. Et les explications embarrassées de Pierre Mess-

les hélicoptères descendirent... et les hommes, tels des chats, sautèrent à terre

mer, ministre des Armées de l'époque, n'avaient rien arrangé. Aux questions posées par les officiers du 1er R.E.P., il n'avait fait que des réponses ambiguës.

A présent, le commandement traitait l'amertume et le désenchantement du régiment comme on soigne un chagrin d'amour. Pour lui changer les idées, on le faisait voyager, prenant soin de le tenir éloigné d'Alger. On pensait noyer ses peines dans l'action. Il est vrai qu'il aimait se battre et le faisait bien. Quand il retrouva Guelma que hantait l'ombre du colonel Jeanpierre, il se sentit pénétré d'une ardeur toute nouvelle. On voulait qu'il se battît et qu'il gagnât? Eh bien, il se battrait!

Le début de cette période avait été décevant. Les rebelles étaient peu agressifs et insaisissables. Ils ne passaient pratiquement plus le barrage et les légionnaires parachutistes se fatiguaient en reconnaissances et patrouilles aussi vaines que décourageantes. Pourtant, une occasion exceptionnelle allait être donnée au 1er R.E.P. de faire le plus beau bilan de la guerre d'Algérie. C'était le 16 mai 1960.

Ça "sentait" l'ennemi

L'après-midi touchait à sa fin. Le régiment, un peu las d'avoir « ratissé » en vain toute la journée, s'apprêtait à rejoindre sa B.O.A. quand parvint un message « ops » (c'est-à-dire opérationnel) : une unité du contingent venait d'être accrochée par des éléments de l'A.L.N. à proximité de la frontière tunisienne; elle avait éprouvé des pertes sévères; le 1er R.E.P. recevait l'ordre d'intervenir immédiatement pour tenter d'intercepter les rebelles. Déjà, les compagnies du R.E.P. se regroupaient et fonçaient vers la D.Z. improvisée. Déjà, les hélicoptères bourdonnaient au-dessus d'elles. La routine. Mais une routine qui faisait l'admiration et l'envie de maintes unités : une rapidité foudroyante dans l'ordre le plus strict.

Prompts, sans un heurt, les légionnaires prirent place dans le ventre des « ventilateurs ». Ils étaient calmes, détendus. En survolant les massifs éclairés par un soleil rasant, ils ne disaient pas un mot. Ils reniflaient la guerre. Et certes, tandis que les gros hannetons chargés de leurs cargaisons filaient vers la zone frontière, tous songeaient qu'ils aimaient mieux ça : le barrage plutôt que les barricades, l'odeur des lentisques plutôt que le goudron d'Alger, le silence des monts écrasés de chaleur plutôt que les cris des Algérois.

Les hélicoptères descendirent. Leurs roues ne touchaient même pas les hautes herbes courbées par le souffle des pales que les hommes sautaient comme des chats. Pliés en deux, l'arme au poing, ils se ruèrent vers les lisières de la clairière et se fondirent dans les buissons épais. Des trouées laissaient apercevoir, au loin, une crête : la frontière.

Trois compagnies constituant le sous-groupement Jaune, aux ordres de « Loulou », le fameux commandant Martin, furent héliportées : Vert — la 1re —, que commandait le capitaine Sergent; Rouge — la 2e —, de Simonot; Noir — la 3e —, d'Estoup.

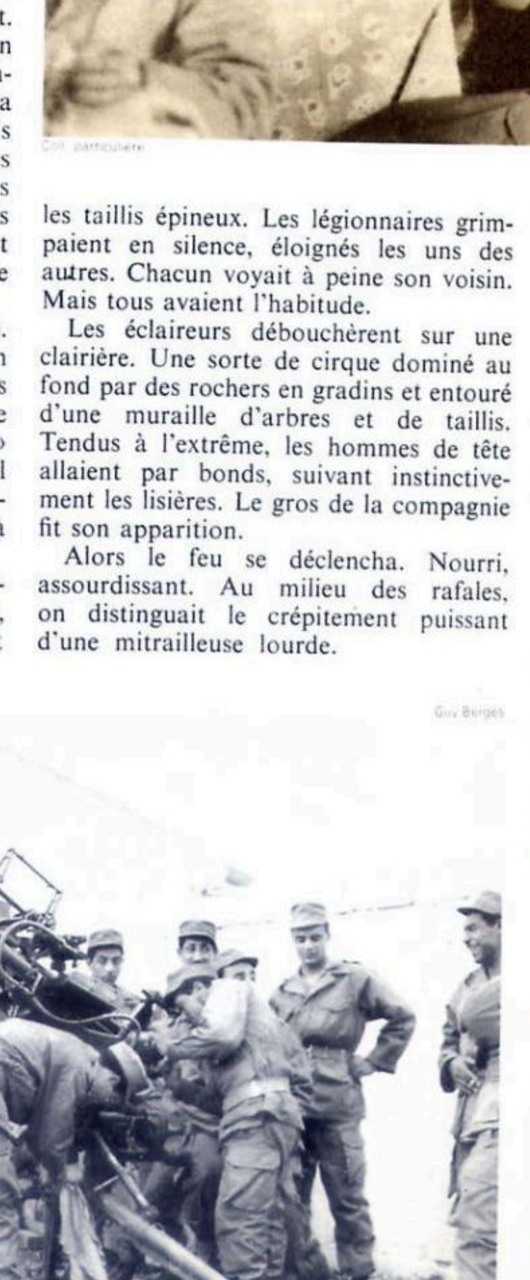
L'ennemi était dans cette broussaille griffue qui lacérait les treillis de combat. Peut-être se repliait-il, son coup de main accompli, pour gagner l'abri de la frontière. Peut-être se terrait-il en attendant la nuit. Vert se lança en tête dans le maquis épineux. Le soleil disparut derrière les djebels. Quelques coups de feu. Des fellaghas invisibles et énervés. Puis plus rien. La nuit vint. Le silence. Ordre fut donné de passer la nuit sur place. La crête frontière était encore loin.

Et ce fut l'aube. Fraîche et embaumée. Une aube de printemps algérien qu'aucun bruit ne venait troubler. Les légionnaires paras étaient déjà sur pied dans ce silence total, presque oppressant. Ça « sentait » l'ennemi à plein nez. Manifestement il n'était pas loin, prêt à accueillir les Français à coups de fusil s'ils persistaient à vouloir aller là-haut.

Ils persistaient justement. La 1re compagnie progressait en tête, prudemment, lentement, parmi les bouquets d'arbres et les taillis épineux. Les légionnaires grimpaient en silence, éloignés les uns des autres. Chacun voyait à peine son voisin. Mais tous avaient l'habitude.

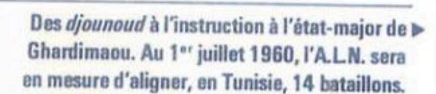
Les éclaireurs débouchèrent sur une clairière. Une sorte de cirque dominé au fond par des rochers en gradins et entouré d'une muraille d'arbres et de taillis. Tendus à l'extrême, les hommes de tête allaient par bonds, suivant instinctivement les lisières. Le gros de la compagnie fit son apparition.

Alors le feu se déclencha. Nourri, assourdissant. Au milieu des rafales, on distinguait le crépitement puissant d'une mitrailleuse lourde.



Coll. particulière

Guy Bergès



Des *djounoud* à l'instruction à l'état-major de Ghardimaou. Au 1er juillet 1960, l'A.L.N. sera en mesure d'aligner, en Tunisie, 14 bataillons. ▶



◀ La cantine de l'état-major de Ghardimaou, en Tunisie. Le colonel Boumediene, doctrinaire d'une armée qu'il veut militante, transforme en quelques mois son Q.G. tunisien en un séminaire où l'on étudie les pensées de Mao Tsé Toung.



Le salut aux couleurs ▶ dans un camp de l'A.L.N. de l'extérieur. Une armée bien équipée, bien entraînée, entretenue à grands frais par le G.P.R.A. et qui sert sa propagande. En Tunisie se trouvent six dépôts logistiques et un certain nombre de bases frontalières.

Karl Breyer

Le commandant de la 1re compagnie jubilait. Il y avait en face un bon paquet de « fellouzes ». Avec un peu de chance, on allait passer un bon moment.

— En avant!

Cet « en avant » s'adressait à deux sections qui allaient tenter de déborder l'adversaire par la gauche et la droite de la clairière, tandis que le reste de la compagnie fixerait ceux d'en face, répondant au feu par le feu.

Mais, en quelques minutes, le feu d'en face cessa. Les rebelles décrochaient, craignant sans doute d'être pris à revers. Un instant plus tard, le capitaine et ses hommes contemplaient des monceaux d'étuis. Là était la mitrailleuse, là un F.M. Mais il n'y avait pas une seconde à perdre pour chercher autre chose. Pendant ce temps, l'ennemi s'enfuyait. Il fallait le poursuivre. Jusque dans son sanctuaire? On verrait bien.

Une mine d'armes et de matériel

Ordres donnés par radio, la 1re compagnie fonça vers la crête, vers la frontière. A une centaine de mètres du sommet, une grêle d'obus de mortier tomba sur les légionnaires paras, qui n'en poursuivirent pas moins leur course, laissant quelques blessés sur le terrain.

Cinquante mètres. Plus d'obus, et pour cause : les fellaghas tenaient la crête. Ils ne pouvaient raccourcir le tir des 81 sans expédier les obus sur leurs propres troupes... Plus de mortiers, mais des rafales de balles; un jet ininterrompu de grenades. Les hommes de Vert se terraient, attendant les ordres.

Que faire? Reculer, c'était retomber dans la zone battue par les mortiers. Avancer, donner l'assaut à cette crête d'où l'ennemi, bien à couvert, matraquait la compagnie, c'était attaquer la frontière, pénétrer en Tunisie, violer le sanctuaire. Depuis longtemps, les hommes du 1er R.E.P. rêvaient d'une incursion sur ce territoire qui servait de repaire, de champ de manœuvre et de magasin aux rebelles

Le commandant Martin n'hésita pas.

— Allez-y, Vert! A votre droite, Rouge avancera en même temps que vous. Noir assurera votre couverture.

Rapide mise en place pour l'assaut. Les légionnaires paras s'infiltrent aussi près de l'ennemi que possible. Ils s'incrustent dans le sol, rampent, se faufilent. Le bras levé des chefs de section : prêt.

— A l'assaut!

Les deux compagnies s'élancent. En quelques bonds, elles atteignent la crête faisant feu de toutes leurs armes et se jettent en avant. La Tunisie!

Le versant tunisien est beaucoup plus dégagé, beaucoup plus clair. De beaux arbres contre lesquels se précipitent les légionnaires, qui assistent à la fuite éperdue des rebelles. La glorieuse Armée de libération nationale dévale la pente, prise d'une irrésistible panique.

— En avant! crient ensemble les deux commandants de compagnie, qui veulent profiter du désarroi de l'ennemi.

Les légionnaires bondissent.

Quelques centaines de mètres plus bas, la progression cesse brusquement. Les hommes du 1er R.E.P. viennent de faire une découverte étrange : une, puis deux, trois... toute une série de grandes tentes américaines. Un camp. Des maisons fortifiées, des abris couverts de rondins, des emplacements de combat enterrés, des blockhaus. D'abord prudents, les éclaireurs constatent que tout le monde a fui. Plus un guetteur, plus un gardien, plus un défenseur.

Dans leurs jumelles, les officiers aperçoivent des sections entières de ▶

Guy Bergès

L'état-major de Ghardimaou. Pendant toute l'année ▶ 1960, Boumediene s'efforcera de faire franchir le barrage par ses troupes. Il ira d'échec en échec.



Technor/Bloch Lainé

◀ **Un village bien tranquille... Qui sait si les soldats, tout à l'heure, en le traversant, ne vont pas tomber dans une embuscade ? L'attention des hommes ne doit jamais se relâcher, même lorsque tout semble paisible.**



Pochard

Pochard

Ci-contre : **des soldats traversent le barrage près de Souk-Ahras pour effectuer une patrouille. *En bas :* des « ventilos » ont déposé une section dans le djebel ; la présence de bandes ennemies avait été signalée au P.C. Sous la chaleur de midi, ils ont ratissé le terrain, fouillant chaque buisson. En vain. L'ennemi s'est évanoui.**

les légionnaires sont stoppés dans leur élan

fellaghas qui fuient dans la plaine. Quel spectacle ! Et quelle aubaine ! Car il est encore possible de les intercepter, de les prendre à revers, en s'emparant immédiatement de la crête perpendiculaire à la crête frontière. Une magnifique nasse dans laquelle doivent tomber ces innombrables petits bonshommes qui détalent. C'est une mine d'armes et de matériel offerte au 1er R.E.P., qui domine déjà les emplacements des mortiers des rebelles. Mais il faut faire vite...

Stoppés dans leur élan, les légionnaires piaffent. Ils ne comprennent pas pourquoi on les a arrêtés au beau milieu du camp de l'A.L.N. Tout ce temps perdu !

Le capitaine, lui, ne comprend pas pourquoi les ordres tardent. Chaque seconde compte. Et le poste radio, après avoir signifié d'attendre, est muet...

Le poste grésilla. Les ordres tombèrent comme des grêlons. Il fallait immédiatement retourner au point de départ. Il fallait remonter sur la crête frontière et quitter sur-le-champ le versant tunisien.

Le capitaine haussa les épaules. Les lieutenants, qui avaient suivi ce décevant dialogue, haussèrent les épaules. Plus directs, certains légionnaires, qui avaient parfaitement compris, firent le geste immémorial et méditerranéen du coup de poing dans la saignée du bras.

Le visage fermé, la rage au cœur, le capitaine fit faire méthodiquement un grand tas, un immense tas du tout le matériel du camp de l'A.L.N., les tentes, le ravitaillement, les équipements qu'il fit asperger d'huile d'armes. Sur les toits des quelques paillotes qui se trouvaient à proximité, il fit lancer toutes les munitions, les obus de mortier et de L.R.A.C., les bandes de mitrailleuses et les paquets de cartouches. Puis il y fit jeter des torches enflammées qui allumèrent un gigantesque brasier. Des heures durant on entendrait des détonations provenant du camp qui restait la proie des flammes.

Cependant, la journée n'était pas terminée. Revenus sur la crête frontière, les légionnaires paras reçurent de nouveaux ordres : descendre le versant français en fouillant soigneusement le terrain.

Craignant d'avoir mal compris, le capitaine se fit répéter l'ordre. C'était bien ça. Il s'agissait de ratisser un terrain très dur, couvert d'une végétation serrée de taillis épineux, un terrain sur lequel il n'y avait aucune chance de trouver quoi que ce fût. Le capitaine était abasourdi. On laissait échapper un ennemi qui était à portée de la main, mais on continuait à ratisser des terrains vides. C'en était trop. L'absurdité avait des limites !

Alors, délibérément, sans doute pour la première fois de sa carrière, le capitaine ignora les ordres. La compagnie rentra colonne par un, comme au retour de l'exercice. Sans effectuer le ratissage. Oui, l'absurdité avait des limites. **H**

Pierre SERGENT

HISTORIA magazine

Hebdomadaire
paraissant tous les lundis
Éditions Jules Tallandier
Directeur de la publication : ***Maurice Dumoncel***
Directeur des périodiques : ***Georges Mazoyer***

Directeur : ***Yves Courrière***	Dessinateur : ***John Batchelor***
Conseiller auprès de la Direction : ***Général Beaufre***	Fabrication : ***Roger Brimeur***
Rédacteur en chef : ***Jean Fontugne***	Secrétariat de la rédaction : ***Brigitte Le Pelley Fonteny***
Adjoints : ***Jacques Kohlmann*** ***Liliane Crété***	Adjoint : ***Charles Meyer***
Chef service photo : ***François Wittmann***	Directeur de la promotion : ***Jacques Jourquin***
Directeur des publications Historia : ***Christian Melchior-Bonnet***	Assistantes : ***Chantal de Pinsun*** ***Françoise Rose***
Administration : ***Christian Clerc***	Relations publiques : ***Claude Bénédick***
Maquettiste : ***Claude Rebelo***	Abonnements : ***Jean-Loup Pellé***

RÉDACTION-ADMINISTRATION :
Librairie Jules TALLANDIER
17, rue Remy-Dumoncel, PARIS-14e. **Tél. 707-17-89.**
Télex 21311. Publio Réf. 581.
Prix de vente au numéro : France, 3 F. – Belgique, 30 FB. Suisse, 3 FS.

ABONNEMENTS

FRANCE : 61, rue de la Tombe-Issoire, PARIS-14e. Tél. 707-17-89. CCP « HISTORIA MAGAZINE » Paris 2778-70 ou chez votre dépositaire.
BELGIQUE : S.A. FEMMES D'AUJOURD'HUI, 65, rue de Hennin. B 1050 BRUXELLES. - Tél. 47-69-29. CCP BRUXELLES 1882-34.

Tarif :
1° 6 mois - 24 numéros.
67 FF - 670 FB - 67 FS - Autres pays : 82 FF.
2° 1 an - 48 numéros.
123 FF - 1 230 FB - 123 FS - Autres pays : 153 FF.
3° 1 an - 48 numéros, 3 reliures dont 1 gratuite.
159 FF - 1 590 FB - 159 FS - Autres pays : 198 FF.
4° 2 ans - 96 numéros, 6 reliures dont 2 gratuites.
302 FF - 3 020 FB - 302 FS - Autres pays : 350 FF.

RELIURES :
FRANCE : 18 F chez tous les dépositaires ou Franco.
BELGIQUE : 195 FB chez les dépositaires ou auprès de l'A.M.P., 1, rue de la Petite-Ile, 1070-BRUXELLES CCP 416-69.
SUISSE : 18 FS chez tous les dépositaires.

NOTE A NOS ABONNÉS :
1° Les abonnements peuvent être pris à partir du n° 194 (nouvelle série Historia Magazine-Guerre d'Algérie) ou du numéro en cours.
2° Les souscripteurs au tarif n° 4 s'engagent pour la totalité de la collection. Ils ont la possibilité d'effectuer leur règlement en deux fois : à la souscription : 157 FF - 1 570 FB - 157 FS - Autres pays 180 FF ; au 48e numéro : 157 FF - 1 570 FB - 157 FS - Autres pays 180 FF.
3° Tout souscripteur ayant choisi notre tarif avec reliure recevra avec ses premiers numéros les 3 reliures nécessaires pour relier 48 numéros.
4° La publication est hebdomadaire, mais en juillet et en août il ne paraîtra que deux numéros par mois.
5° Toutes nos revues sont expédiées sous carton fort et bénéficient par conséquent d'un maximum de protection.
6° Pour toute correspondance relative à votre abonnement (changement d'adresse, réclamation, renouvellement), envoyez-nous l'étiquette collée sur notre dernier envoi, elle porte toutes les références vous concernant.
7° Toute demande de changement d'adresse doit être accompagnée de 2 F en timbres.

CHRONOLOGIE
Mars 1960
(suite)

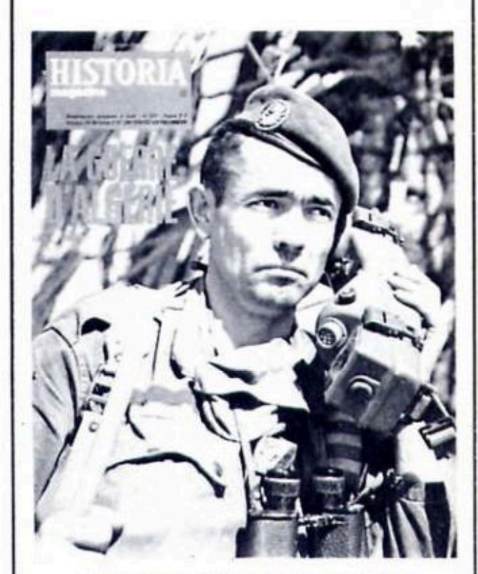
FRANCE

5-6 : réunion à Paris du Conseil national du « M.P. 13 ».
7 : nombreuses perquisitions à Paris et en province dans les milieux activistes.
9 : conseil des ministres consacré à l'Algérie.
9-12 : cinquièmes états généraux des communes d'Europe à Cannes.
10 : la S.F.I.O. réclame une double négociation avant le cessez-le-feu.
Le ministre des Finances annonce un prochain relèvement du S.M.I.G.
11 : grève générale en Corse.
12-13 : comité national du M.R.P. qui réaffirme son attachement à la politique algérienne du général de Gaulle.
12-13 : entretiens de Gaulle-Macmillan à Rambouillet.
14 : réunion à Paris des ministres des Finances de six pays africains (Dahomey, Mali, Mauritanie, Niger, Côte-d'Ivoire et Haute-Volta).
18 : malgré la demande de 287 députés de diverses tendances, le général de Gaulle refuse de convoquer le Parlement, en invoquant l'article 5 de la Constitution.
20 : création en France d'une « force de police auxiliaire musulmane ».
21 : 7e session à Paris du conseil exécutif de la Communauté. Jacques Foccart est nommé secrétaire général de la Communauté.
22 : réunion du comité central de l'U.N.R.
22 : conseil des ministres sur les élections cantonales en Algérie.
22-24 : grève à la Société des raffineries de Lacq.
23-31 : voyage de Khrouchtchev en France.
24 : Henry de Montherlant élu à l'Académie française.

AFRIQUE DU NORD ET MOYEN-ORIENT

1er : recrudescence d'attentats terroristes en Algérie et en France.
3-5 : voyage du général de Gaulle en Algérie.
4 : dissolution du commando « Alcazar ».
8-14 : réunion du G.P.R.A. à Tunis.
16 : recrudescence de l'activité des forces de l'A.L.N. sur le barrage est.
21 : ouverture au Caire d'un centre de recrutement de volontaires.
29 : Mohammed V réclame l'évacuation des forces françaises du Maroc.
30 : le général Challe est nommé commandant en chef des forces Centre-Europe de l'O.T.A.N. Le général Crépin le remplace comme commandant en chef en Algérie.
31 : réunion à Alger du conseil supérieur du Plan de Constantine.

NOTRE PROCHAIN NUMÉRO



UN PREMIER BILAN DU PLAN CHALLE

Sommaire

● Toute l'armée attaque
Pour de Gaulle, la destruction de la force de frappe du F.L.N. ne constitue qu'un élément dans un ensemble dont il veut être le seul à tracer les contours. Cependant, que restait-il de l'Armée de libération nationale à la veille de l'insurrection à Alger ?

● Le préfet et l' « énarque »
Tout frais émoulu de l'École nationale d'administration, un élève de la rue des Saints-Pères se trouve en présence de son « patron » dans l'Aurès. Le préfet est dans son lit : un colosse ressemblant à un commandant de légion. Le début d'une mission commençait.

● L'école de Siroco
Le centre de fusiliers marins dominant les quais du cap Matifou n'avait pas la réputation d'un lieu de repos. Nombreux furent les appelés de la marine nationale qui y firent leurs classes avant d'être envoyés à la frontière algéro-marocaine...

● Recrutement du réseau Jeanson
A ses débuts, le réseau de soutien au F.L.N. était composé essentiellement d'intellectuels, professeurs, avocats, artistes. Puis, progressivement, le champ de recrutement s'élargit jusqu'au moment où leurs imprudences amenèrent nombre des membres du réseau devant le tribunal militaire.

Imprimé en France - Imp. GEORGES LANG, 11, rue Curial, Paris. Dépôt légal 2e trim. 1973. - N° d'imp. C. 70.
Librairie Jules Tallandier, Paris N° 2083. — Directeur responsable de la publication : Maurice DUMONCEL. — N° 305 - 16 avril 1973.

En 3me page
air algérie
vous présente ses horaires
d'ÉTÉ 1960

La Dépêche
DE CONSTANTINE ET DE L'EST ALGERIEN

SAMEDI 19 MARS 1960

PRIX : 0,25 NF (25 Fr)
Métropole : 0,35 NF (35 Fr)

DE GAULLE DIT « NON » AUX DÉPUTÉS

« Je ne croirais pas bien servir la République en convoquant le Parlement dans le trouble »

La décision du Chef de l'Etat provoque de vives réactions dans les milieux politiques

« Nous nous trouvons devant une violation éclatante de la Constitution »

déclare M. BROCAS, vice-président du groupe de l'Entente démocratique

Une motion de censure contre le Gouvernement sera déposée par les radicaux dès l'ouverture de la session ordinaire

(DE NOTRE REDACTION PARISIENNE)

Suite page 5

Conseil restreint à l'Elysée consacré aux questions militaires

Lire information page 3



TROIS DANGEREUX TERRORISTES arrêtés à Bône

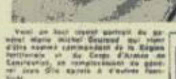
Ils avaient notamment participé à la fusillade contre le restaurant " Bagatelle "

(DE NOTRE CORRESPONDANT PARTICULIER A BONE)

M. Jean PELEGRI, grand prix de littérature catholique



Le général GOURAUD nouveau chef du Corps d'armée de Constantine



Aïd es Seghir : le 28 ou le 29 mars

Un commando rebelle à Sétif mitraille des passants

UN JEUNE PROFESSEUR ET UN MILITAIRE TUES

DEUX BLESSÉS GRAVES

(DE NOTRE CORRESPONDANT PARTICULIER A SETIF)

Suite page 3

Un cabanon isolé dans le Var recelait un arsenal d'armes et de munitions

Mgr Rufino J. Santos, premier cardinal philippin



Ce ravissant mannequin a épousé un lord britannique





M. JANOT succède à M. CHAVANON à la tête de la R.T.F.



UNE STATION néolithique découverte dans l'Ouest saharien

L'AFFAIRE DU « COMPLOT »

Le colonel Garde

ancien commandant du 5e Bureau d'action psychologique

et le capitaine Filippi inculpés d'atteinte à la sûreté intérieure de l'Etat

LIRE INFORMATION PAGE 3

KHROUCHTCHEV RETABLI

Mars 1960. La presse reflète les principales préoccupations gouvernementales du moment. Le régime présidentiel est désormais en place après le refus de De Gaulle de convoquer le Parlement. Les sanctions sont appliquées (mutations et arrestations) contre plusieurs cadres de l'armée accusés d'avoir participé à l'insurrection de janvier. Enfin, on attend Khrouchtchev, invité en France.